

Proletaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 23 MARS 1977

N° 407 1,50 F

* *

Belgique 15 FB

Commission paritaire 56942

**Nouveau
témoignage
sur la torture
en Iran**

Voir p.9

A droite : marasme

A gauche : attentisme

**Aux travailleurs
d'avancer !**

Elections législatives anticipées ? Référendum ? Sur l'Europe ou sur l'adoption du scrutin proportionnel pour les législatives ? Remaniement ministériel ? Les milieux politiques de la «majorité» échafaudent au lendemain des élections municipales, hypothèse sur hypothèse. D'une part Giscard se trouve à la tête d'une coalition dont la défaite accroît les contradictions internes, et cherche les moyens d'y faire face ; d'autre part, il craint de faire un geste qui jette à bas un château de cartes déjà bien branlant. Dans la série des échappatoires, on recommence aussi à faire grand bruit sur les «grands» projets de «réforme», dont Giscard a le secret depuis le début de son mandat.

De quelque côté que le président de la république se tourne, les combinaisons envisagées sont cependant toutes aussi dangereuses les unes que les autres pour le maintien de son pouvoir.

Les élections anticipées : elles risqueraient fort de donner la majorité aux partis du programme commun, dont l'unité tactique a été renforcée par leur succès commun des 13 et 20 mars, quelles que soit par ailleurs leurs divergences profondes. Les projets de référendums sont hasardeux aussi : d'une part, ils ne seraient pas créateurs de suffisamment d'illusions ; d'autre part, l'Europe ou les élections proportionnelles sont des sujets probablement trop minces pour porter atteinte à la cohésion du RPR, ou pour introduire un coin entre les partis de l'union de la gauche, dans les conditions présentes.

Plus que jamais, la situation est bloquée. C'est le moment que choisissent les directions syndicales pour lancer à grand bruit, une offensive verbale contre le gouvernement : Séguy écrit au premier ministre pour demander l'ouverture d'une négociation d'ensemble, et Maire soutient son initiative. L'un et l'autre prétendent, en l'affaire, s'appuyer sur le résultat des municipales, soulignant avec quelque raison qu'il constitue un désaveu pour le plan Barre.

Cependant, au-delà des mots, leurs projets concrets, en termes d'action revendicative, se limitent encore aux journées d'action que la classe ouvrière a déjà dû subir ces mois derniers. D'après leurs propres positions, ils se trouvent en fait plus préoccupés, la direction de la CGT de lancer une campagne en faveur du programme commun, celle de la CFDT de réfléchir à ses rapports avec un futur gouvernement de gauche.

On le devine déjà : après le succès électoral de leurs partis, les directions fédérales acquises au PCF et au PS ne rêvent que de le confirmer aux prochaines législatives. Les chances sont les plus grandes de les voir déployer tous leurs efforts afin de ne pas compromettre cette possibilité par des mouvements d'ampleur de la classe ouvrière.

La faiblesse politique du pouvoir, traduite sur le plan électoral ces derniers jours, inviterait les travailleurs à partir à l'attaque du plan d'austérité. Ce n'est ni des partis du programme commun, ni des directions syndicales, que viendra le signal : ces forces politiques qui se préparent à gouverner aux dépens de la classe ouvrière dévoilent dès aujourd'hui, dans leur attitude face aux revendications, la nature bourgeoise de leurs projets.

Aux prolétaires de leur opposer, en même temps que leur lutte indispensable contre l'austérité gouvernementale, leur propre projet politique révolutionnaire : le marasme politique de la bourgeoisie est la meilleure occasion de le faire avancer.

Jean LERMET

**5 PDG, INGÉNIEURS ESPIONNAIENT
DEPUIS 14 ANS**

L'UNION SOVIETIQUE ESPIONNE ET PILLE



La similitude du Tupolev avec le Concorde n'est pas fortuite ; les espions arrêtés pourraient le confirmer

**PODGORNY ARRIVE
EN TANZANIE**

**Offensive
soviétique
en Afrique**

Lire notre article p. 7

Cinq espions soviétiques ont été arrêtés et inculpés lundi. Leur réseau fonctionnait depuis 14 ans et était spécialisé sur l'aéronautique. Il y a actuellement plusieurs milliers d'espions soviétiques en France qui se livrent à des activités de renseignement dans tous les domaines : industriel, militaire, scientifique. En même temps, les Soviétiques refusent de retirer leurs flotilles de pêche et d'espionnage des eaux territoriales françaises et continuent de piller les ressources en poissons des côtes françaises. Brejnev parle de détente et de coexistence pacifique, mais il développe le pillage et l'espionnage et multiplie menaces et pressions dans tous les pays du monde.

Lire notre article p. 3

**Conseil
des ministres
Rema-
niement
à l'ordre
du jour ?**

Voir p.3

**APRÈS LA PUBLICATION D'UN
IMPORTANT RAPPORT SUR LE NUCLÉAIRE**

**CARTER DÉCIDE L'ABANDON
DES SURRÉGÉNÉRATEURS**

Lire notre article p. 7

**Fougères
capitale
du chômage**

**Une élection
difficile
pour le RPR**

Voir p.4

**Où se situe
la Sescosem
dans la crise
de l'industrie
élec-
tronique ?**

Voir p.5

Dunkerque

**Grève
illimitée
des dockers**

Voir p.5

**Énergies
nouvelles
et politique
énergétique**

**L'énergie
des marées**

Voir p.12



«Pour une vie meilleure à Rouen»
Roland LEROY
Maire de St Etienne du Rouvray

Bureau de presse de Rouen

«Mieux vivre à Rouen»

Jean LECANUET
maire de Rouen



ST ETIENNE DU ROUVRAY,
MUNICIPALITÉ DE GAUCHE

ROUEN, MUNICIPALITÉ DE DROITE

PAS DE DIFFERENCE POUR LES TRAVAILLEURS

● Mairie de droite



Lecanuet : «Les Rouennais ont raison d'être fiers de leur ville, qui tous les jours s'embellit.»

Lecanuet expulse les familles populaires pour les parquer dans les cités-dortoirs !

Lecanuet : «Il faut faire de la France un pays de progrès et de liberté.»

Le 16 juillet 76, les 125 travailleurs de l'IMRO en lutte sont expulsés de leur usine par la police. Le 5 octobre, ce seront les ouvriers de SODIPAN qui subiront le même sort.



Lecanuet : «Entre 70 et 76, 164 millions 580 000 AF ont été dépensés pour l'humanisation et la modernisation des hôpitaux.»

Au centre hospitalier de Rouen, le personnel est en lutte : les malades dorment dans les couloirs et, aux bas salaires des employés, s'ajoutent des cadences infernales.



Lecanuet : «L'ensemble des mesures prises localement, peuvent permettre de créer des emplois nécessaires aux Rouennaises et Rouennais et en particulier aux plus jeunes...»

A Rouen, 9 000 chômeurs pointent à l'agence pour l'emploi.

● Mairie de gauche



Le PCF : pendant la campagne électorale : «Nous sommes contre les conditions de vie lamentables imposées aux travailleurs immigrés.»

Un exemple de gestion «démocratique» du PCF à St Etienne du Rouvray, les travailleurs immigrés attendent toujours des logements décents.

Tract du PCF : «L'action des municipalités de gauche permet de faire reculer les monopoles et de faire respecter la qualité de la vie.»

Parlant des usines chimiques sur le territoire des municipalités de l'union de la gauche : la CFDT chimie dénonce le danger permanent d'explosion en chaîne sur la rive gauche de Rouen.



Tract PCF : «Nous voulons une police au service du peuple.»

Comme partout, contrôles, ilôtsages et provocations contre les jeunes, dans les quartiers populaires.



Hélaine, candidat de la gauche : «A la mairie, je chercherai des solutions en commun avec les travailleurs de la CFEM.»

Les «solutions» que les révisionnistes préconisent : des reclassements...

LES ÉLECTIONS PASSÉES, NOS REVENDICATIONS DEMEURENT !

5 PDG, ingénieurs espionnaient depuis 14 ans

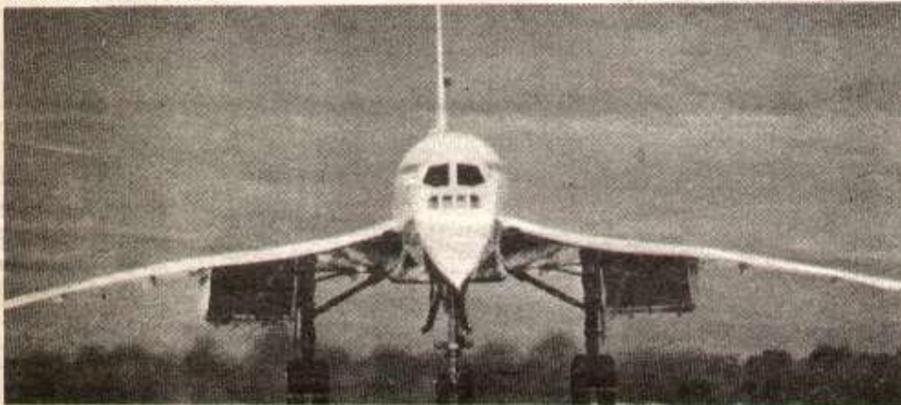
L'UNION SOVIETIQUE ESPIONNE ET PILLE

La DST (Direction de la Surveillance du Territoire) a arrêté cinq agents soviétiques en France entre le 15 et le 21 mars. Ce réseau d'espionnage fonctionnait depuis 1963, il livrait à l'URSS des renseignements dans tous les domaines : militaires, civils, en particulier dans l'aéronautique. Les cinq agents soviétiques ont été déferés devant la Cour de Sécurité de l'Etat qui les a inculpés d'intelligence avec une puissance étrangère, ils ont été placés sous mandat de dépôt. L'interrogatoire de l'un d'eux se poursuit.

Serge Fabiew, 54 ans, PDG, Giovanni Ferrero, 53 ans, italien, rédacteur de la société Fiat France, Roger Laval, 74 ans, ancien contrôleur de la navigation aérienne au secrétariat général de l'aviation civile ; Marc Lefebvre, 50 ans, ingénieur ; Raymond Dissard, 44 ans, chef de fabrication, formaient un réseau d'espionnage dont le chef était Serge Fabiew. Le réseau fournissait à l'URSS des renseignements concernant les fabrications aéronautiques françaises, le système

de protection des bases aériennes civiles et militaires et des centres d'essais. Le réseau s'était également procuré les travaux de plusieurs commissions de l'OTAN, en particulier dans le secteur des fournitures industrielles et des approvisionnements des armées de l'OTAN ainsi que des travaux sur les recherches de pointe et les projets aéronautiques et le système d'alerte. Des données technologiques en électronique, en balistique et en informatique avaient également été fournies par le réseau.

Concorde ou Tupolev ?



EQUIPEMENT A LA JAMES BOND

Les agents soviétiques étaient parfaitement équipés en moyens de liaison les plus perfectionnés : émetteur-récepteur, radio, ils correspondaient par encre sympathique.

Les perquisitions effectuées à leur domicile ont permis de les confondre, et de saisir de nombreux éléments matériels, confirmant les aveux des espions. La DST a récupéré des instructions des services d'espionnage soviétiques aux membres du réseau et des documents en cours de transmission. Ces agents étaient largement payés par l'URSS, l'un d'eux avait touché une somme de 200 000 F.

Cette nouvelle affaire met en lumière l'espionnage auquel se livre l'URSS dans

tous les pays du monde à des fins agressives. Régulièrement des pays d'Europe sont amenés à expulser des membres des ambassades soviétiques pour espionnage.

20 000 ESPIONS SOVIETIQUES EN FRANCE

Le 10 février, Vladimir Ivanovitch Rybatchenko, attaché à la section scientifique de l'UNESCO a été arrêté par les services secrets français alors qu'il se faisait remettre des documents par un ingénieur français, il était expulsé le lendemain.

En 1965, Pavlov, directeur de l'Aéroflot à Paris était expulsé parce qu'il s'intéressait de trop près à certains prototypes secrets d'avions.

En juin 1973, un diplomate soviétique, Miroukine était arrêté pour le vol d'un gyroscope perfectionné au salon aéronautique du Bourget, il s'était également emparé d'un appareil de contrôle du carburant de Concorde. L'aéronautique française est un domaine qui intéresse particulièrement les espions soviétiques en raison du niveau de la techno-



L'agent soviétique Miroukine qui s'est intéressé de très près à Concorde...

logie française dans ce domaine. Si le Tupolev 144 est aussi semblable au Concorde, cela ne relève nullement du hasard mais de l'espionnage. Les activités des espions soviétiques sont également d'ordre militaire. Il y a selon l'Agence Chine Nouvelle vingt mille espions soviétiques en France. Une partie d'entre eux n'a aucune activité, mais est en attente d'une mission dans l'hypothèse d'un conflit armé. Espionnage, menaces, pressions répétées, l'URSS utilise tous les moyens pour étendre sa zone d'influence en Europe et dans le monde.

Conseil des ministres

Remaniement à l'ordre du jour ?

La tradition de la 5ème république voulait que le conseil des ministres du mercredi soit consacré exclusivement aux affaires d'Etat, les « querelles de partis » n'y étant pas traitées. Giscard lui-même l'a répété il y a trois semaines, à propos de la lettre que les ministres RPR avaient adressée à Barre. Encore un des grands principes de la 5ème république et du gaullisme qui disparaît, puisque le conseil des ministres d'aujourd'hui va être essentiellement consacré au bilan des municipales, et surtout sous l'angle : « Comment faire fonctionner un gouvernement avec une « majorité » aussi faible et divisée ». On est loin du sujet prévu depuis longtemps : les rapports entre l'administration et les citoyens ! Une des questions sera de savoir si les ministres battus aux élections doivent démissionner, et donc provoquer un remaniement ministériel : ces ministres battus sont nombreux, et à des postes importants : Durafour, chargé de l'économie et des finances et qui a déjà rendu visite à Giscard lundi, Haby, ministre de l'Education, d'Ornano, ministre de l'Industrie, Brousse, ministre du commerce et de l'artisanat, Ségard, secrétaire d'Etat aux PTT, Giroud, à la culture, Ruffenacht, « secrétaire d'Etat auprès du premier ministre ».

Les choix devant lesquels se trouvent Giscard et Barre sont simples : avoir dans son gouvernement des ministres dont les électeurs n'ont pas voulu n'est pas très bon pour l'image du gouvernement. Les remplacer par des « techniciens » comme Barre, c'est donner la domination politique du gouvernement au RPR ; les remplacer par des membres du même parti, c'est obliger à chercher des « personnalités » centristes favorables à la majorité qui n'aient pas été battues, et c'est difficile ! Dans tous les cas, il apparaît que la cohésion du gouvernement, déjà bien peu nette, est encore diminuée.

A moins que le « séminaire » ministériel prévu les 13-16 et 17 avril à Rambouillet n'aboutisse à un remaniement complet du gouvernement, et à un nouveau dosage. Mais là encore, ce serait l'aveu du recul de Giscard, obligé de former son gouvernement au gré des municipales et des querelles de sa majorité. On avait déjà vu Barre dans une réunion électorale sous un préau d'école, voilà maintenant le conseil des ministres consacré à d'après calculs de politiciens. Les institutions bourgeoises issues du gaullisme sont de plus en plus mises à mal.

72 grandes villes aux mains du PCF

UNE GESTION DANGEREUSE POUR LES TRAVAILLEURS

La direction du PCF a plus d'une raison d'être satisfaite de ces élections municipales. D'abord, le PCF, qui a tout fait pour maintenir l'union de la gauche, quitte à créer des contradictions dans ses propres rangs, voit aujourd'hui ses partenaires du PS parler eux aussi d'une « alliance très positive et solide ». Même si cela ne peut masquer les divergences profondes, il n'en reste pas moins que Marchais crie haut et fort que sa stratégie du 22^e congrès a remporté un grand succès, « contraignant nos alliés socialistes à choisir clairement le camp de la gauche ».

Mais le plus grand motif de satisfaction des dirigeants révisionnistes reste bien sûr la conquête de nouvelles municipalités.

Au total, le PCF a conquis 22 nouvelles municipalités, qui viennent s'ajouter aux 50 qu'ils « possédaient » déjà. Le PCF dirige maintenant des villes aussi importantes qu'Amiens, Calais, Le Havre, Nîmes, Sète, Béziers, Bourges, Le Mans, Saint Etienne, sans compter les grandes municipalités des banlieues marseillaises, lyonnaises ou parisiennes. A ces chiffres, il faut encore ajouter 159 villes de 9 000 à 30 000 habitants qui ont à leur tête des militants du PCF. La répartition sur l'ensemble du territoire des municipalités PCF s'est notablement accrue, puisqu'il n'y

a plus guère que dans l'Ouest (hormis la Normandie) et le Nord qu'il n'y a pas de villes dirigées par le PCF.

D'autre part, la politique d'union du PCF, et souvent les concessions de dernière minute qu'il a faites, avaient pour but d'obtenir que des militants révisionnistes entrent dans des municipalités, même si celles-ci avaient à leur tête le PS ou des radicaux. Là encore, le résultat est net : c'est par milliers que des membres du PCF deviennent conseillers municipaux.

L'ESQUISSE DU PROJET DU PCF

Malgré les grandes phrases sur l'union formulées par le PS comme par le PCF, leurs projets politiques sont fondamentalement différents. Pour le PS, il s'agit surtout de gérer l'économie « libérale » avec quelques mesures d'assainissement nécessaires, une poignée de nationalisations par exemple. Pour le PCF, au contraire, il s'agit de faire prendre en main par l'Etat la gestion du capitalisme, de contrôler tous les secteurs, et pour cela de favoriser l'accession aux postes de direction de « nouveaux hommes », en fait des cadres et les propres militants du PCF.

Les municipalités, malgré leurs limites de gestion, permettent à chacun de mettre en œuvre l'esquisse de leur projet, et on le voit bien dans les municipalités acquises par le PCF depuis longtemps. La politique d'alliance avec les cadres, elle se traduit par exemple par la construction dans les muni-

cipalités révisionnistes de « résidences » aux loyers élevés tandis que des quartiers populaires sont laissés à l'abandon sous le prétexte « qu'on ne peut rien faire, on n'a pas de crédit ».

LES LUTTES ÉTOUFFÉES PAR LE « SOUTIEN MUNICIPAL »

Les employés municipaux deviennent bien souvent une petite armée au service du PCF, et ceux qui s'y opposent sont licenciés. Quant aux luttes des travailleurs dans les municipalités révisionnistes, elles sont soit étouffées sous le « soutien » du conseil municipal (réunion dans l'usine, petite aide financière à condition de faire bon accueil aux propositions du PCF, etc) et quand les revendications ou le débat politique parmi les travailleurs, tourne au désavantage du PCF, celui-ci dispose dans ces municipalités de tous les moyens pour s'opposer aux luttes,

et compris par la violence, comme ce fut le cas pour la grève de Chausson à Gennevilliers.

Certes, le PCF n'emploie pas les mêmes méthodes dans les municipalités qu'il tient depuis longtemps que dans celles qu'il vient de conquérir depuis peu. Il a toute une infrastructure à mettre en place, et il s'efforce de faire les choses en douceur. Il n'en reste pas moins que partout où le PCF vient de s'emparer de villes, il va tenter d'amorcer la mise en œuvre de son projet de capitalisme d'Etat. Ce qui ne va pas manquer de développer des contradictions avec le reste de « l'union de la gauche », mais surtout avec les travailleurs de ces villes. Car une donnée nouvelle existe : le débat politique qui se mène dans les masses, la progression des aspirations révolutionnaires, tout cela est de nature à démasquer les révisionnistes, leurs pratiques et leur projet. Ce n'est pas le moindre enjeu de « l'après-municipales ».

POLITIQUE

Droite ou gauche au pouvoir

LA BOURSE VEUT LA STABILITE

La Bourse de Paris n'avait pas accueilli très favorablement la poussée de la gauche au premier tour des élections : une baisse de 2 % avait été enregistrée. Lundi, c'est un petit vent de panique qui s'est levé, amenant une baisse de l'ordre de 4 à 5 % des valeurs cotées.

Apparemment, cette baisse importante est surtout due à l'action des « petits porteurs », qui cherchent à se débarrasser de leurs actions dans les entreprises nationalisables. Les gros investisseurs, eux, attendent que les actions baissent suffisamment pour se lancer dans l'action. Le franc, quant à lui, a bien du mal à résister aux attaques qui se multiplient contre lui. Le poids qu'ont les financiers et les boursiers sur la situation politique est évident dans cette société capitaliste, et plus encore quand la bourgeoisie est affaiblie.

Le journal patronal « Les Échos » exprimait dès hier leur position : ce dont a besoin la Bourse aujourd'hui, c'est d'une relative stabilité politique, stabilité qui, c'est le moins que l'on puisse dire, n'existe plus. Il semble donc que plus qu'une méfiance vis à vis

des propositions de la gauche, et surtout du PS, les boursiers recherchent la stabilité. Et quels moyens y a-t-il d'obtenir une certaine et relative stabilité si ce n'est en faisant des élections anticipées, qui auraient le mérite de faire accéder la gauche au pouvoir le plus vite possible, en évitant

cette longue année d'incertitude ?

Évoquant le manque d'efficacité d'un plan Barre qui se prolongerait trop longtemps, évoquant aussi cette période de querelle politique défavorable « aux affaires », « Les Échos » se prononcent pour des élections

anticipées. Pourtant, cette solution, si elle permettait une très passagère tranquillité pour les financiers, ne pourrait évidemment supprimer les causes mêmes des difficultés économiques de l'impérialisme français : la crise profonde qui le mine, et qu'aucun parti bourgeois n'est à même de surmonter.



Pour pouvoir s'agiter entre eux, les financiers veulent la stabilité politique

LUTTES OUVRIÈRES

Après Petitjean, BNP (Paris 18^e)

LES OUVRIÈRES D'ÉLASTELLE ÉVACUÉES PAR LES FLICS

Les urnes à peine rangées, les matraques sortent...

Nous annonçons hier que le tribunal du Puy (Haute Loire) donnait raison au patron d'Elastelle-Tissel qui réclamait l'évacuation des 380 ouvrières qui occupent l'usine depuis le 8 mars. La direction de cette fabrique de produits élastiques fait depuis deux semaines la sourde oreille aux revendica-

tions des grévistes : une augmentation de 200 F pour tous et la cinquième semaine de congés payés. Vendredi, le tribunal approuvait la requête du patron et l'autorisait à faire appel aux flics. Aussitôt dit, aussitôt fait : dès lundi matin, au moment même où à Troyes et dans le 18^e arrondisse-

ment de Paris leurs compères chassaient par la force les grévistes de Petitjean et ceux du centre informatique de la BNP, les brigades de gendarmerie du Puy délogeaient les ouvrières d'Elastelle.

Le pouvoir qui se montre particulièrement empressé,

en dépit de la râclée qui vient de lui être infligée aux municipales, de réduire par la force les abcès de combativité ouvrière, entend-il maintenant s'attaquer aux autres luttes engagées dans la période, et notamment les Schlumpf qui continuent l'occupation du musée de Mulhouse ? Les travailleurs de Schlumpf, avertis de cette menace, ont renforcé la vigilance autour du « trésor » de 580 voitures anciennes qu'ils détiennent depuis trois semaines.

FORGES DE GUEUGNON : 3 200 SIDÉRURGISTES CONTRE DE WENDEL

Les 3 200 ouvriers des Forges de Gueugnon (Saône et Loire) sont en grève depuis quinze jours et occupent ce bastion de l'empire de Wendel. La direction du trust sidérurgique, brandissant les consignes du plan Barre, a décidé de remettre en cause le planing des augmentations de salaire prévues pour cette année.

Télésil (Angers)

GREVE DEPUIS UNE SEMAINE

« Nous ne sommes pas des pions »

A Télésil, entreprise de câblerie téléphonique les travailleurs sont en grève depuis mercredi dernier sur les revendications suivantes :
- le retour aux 40 heures sans perte de salaire
- la semaine de travail étant actuellement de 43h45, la journée se décomposant comme suit : matin de 5h à 14h ; après-midi de 14h à 23h ; ce qui représente déjà des conditions de travail inacceptables.
- la revalorisation des bas

salaires
- les libertés syndicales
- le paiement des heures de grève
Face à leurs revendications, les travailleurs se heurtent à une intransigeance patronale totale : la direction utilisant le chantage à la fermeture de l'entreprise, pour faire reprendre le travail. Mais comme le disait un délégué CGT : « Nous sommes décidés à mener la lutte jusqu'au bout pour obtenir la satisfaction de nos reven-

dications ». Déjà un travail de popularisation de la lutte a été fait et des collectes sont organisées pour obtenir le soutien le plus large :
« Les travailleurs de Télésil en ont assez d'être pris pour des pions !
« Ils veulent obtenir leur dignité, leurs droits !
« Leur action est celle de tous les métallurgistes, de tous les travailleurs pour la satisfaction des revendications !

correspondant Angers

Fougères, capitale du chômage

UNE ELECTION DIFFICILE POUR LE RPR COINTAT

C'est avec six mille voix, soit le tiers seulement des électeurs de la ville, que le maire RPR de Fougères, Cointat, a finalement été réélu au deuxième tour. Ce scrutin a en fait exprimé un désaveu massif, particulièrement de la classe ouvrière, à l'égard d'un maire qui a contribué à faire de la ville « la capitale du chômage ».

« La ville périclité malgré les fanfaronnades de son député-maire... Enclavée (réseau ferroviaire inexistant, réseau routier mal adapté), elle reste isolée entre Rennes (capitale tentaculaire), Laval qui a doublé sa population en vingt ans, et la côte (Avranches), qui bénéficie d'un aménagement routier adéquat. Elle est actuellement en train de mourir (économiquement parlant), sans espoir d'expansion, depuis que son maire a mis en application le plan de liquidation de sa mono-industrie : la chaussure ».

Voilà Fougères telle que la décrivent d'une manière très juste les travailleurs de Réhault, dans une brochure de leur syndicat CFDT publiée à l'occasion du premier anniversaire de la lutte. Fougères, une ville de 27 000 habitants, dont la population, en treize ans, n'a augmenté que de 10 %, alors que les chômeurs, eux, ont triplé en deux ans : il y a presque un chômeur pour dix habitants.

A Fougères, quatre listes s'étaient affrontées au premier tour. Le maire sortant, le RPR Cointat, conduisait la liste « Fougères Ville Moderne » : il était assez satisfait de sa gestion et déclarait : « Laisser Fougères avec un visage ouvert qui commence à s'adapter à la vie moderne ». La ville moderne dont rêve Cointat, c'est en fait une ville déserte, dont les travailleurs seraient chassés, au profit des touristes. Tout au long de sa campagne électorale, Cointat n'a fait qu'afficher un cynisme et un mépris révoltant envers les travailleurs : « Nous avons semé et nous voulons recueillir », déclarait-il peu avant le premier tour. Oui, la misère et le chômage, les fermetures d'usine, voilà ce qu'il a semé. Et il en a recueilli les fruits : un échec cuisant, puisque sa liste ne recueillait que 36 % des voix, soit près de 20 % de moins qu'en 1971. Dans la

ZUP, quartier populaire, c'est encore plus net : 28 %.

Sur sa carte de visite, s'étaient déjà les titres de maire, de conseiller régional, de député, de membre du parlement européen (ce qui ne l'empêche pas de déclarer : « Je suis pour le non-cumul des mandats, et il faudra instaurer une loi dans ce sens »). Il peut désormais en faire imprimer un autre : celui du bourgeois le plus haï par la classe ouvrière fougéroise, qui n'en veut plus. Nombreux sont les travailleurs qui le considèrent comme « un homme dangereux, dangereux pour l'emploi et pour Fougères ».

Rejeté par la classe ouvrière, qui ne croit plus à ses belles paroles et à ses promesses, Cointat était également contesté au sein de sa propre classe, la liste « Fougères Renouveau », conduite par Corvaisier, un centriste, apparaissait comme une solution de rechange possible pour la bourgeoisie fougéroise. Corvaisier, qui est le beau-frère de J.B. Martin, le patron d'une usine de chaussures, avait le soutien d'une grande partie de la vieille bourgeoisie locale, du patronat de la chaussure, et il est assez lié à la chambre de commerce. Sa liste, composée surtout de commerçants, de petits patrons, avait recueilli un peu plus de 20 % des voix.

Pour compléter le tableau de la division des forces de droite, il fallait ajouter une troisième liste, conduite par un ingénieur, Feuvrier, un adepte de la secte de Jo- bert. Ce benjamin de la compétition (il n'a que 28 ans), conduisait la liste « démocratie vivante ». Malgré toute sa démagogie (en tête de ses affiches, il inscrivait sans honte : « vivre au pays », il a ramassé une belle veste : environ 10 % des voix.

Correspondant
Demain, la suite
de notre reportage

LUTTES OUVRIÈRES

OU SE SITUE LA SESCOSEM DANS LA CRISE DE L'INDUSTRIE ELECTRONIQUE ?

Au début des années 70, la Thomson-CSF sortait de la période gaulliste considérablement renforcée ; une série d'absorptions lui avait donné le monopole en France des composants micro-électroniques (circuits intégrés), et elle pouvait prétendre rivaliser avec les grandes firmes US, ce qui veut dire entretenir un secteur important de recherche développement non directement productif. Elle a pu avoir ce rôle grâce aux commandes d'État, en

particulier de la défense, et de toutes les aides qui les accompagnent (cf. les missiles crocote-CSF, les avions 100 % français...). Et si le secteur de consommation «grand public» se tassait à cause de la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs, un marché fabuleux s'ouvrait avec le développement des télécommunications et la modernisation du réseau téléphonique.

Depuis, après l'échec de la «convention micro-électronique» qui n'a pas pu fournir aux PTT les composants dont ils ont besoin après les échecs commerciaux de l'impérialisme français (cf. le «marché du siècle» pour l'aviation, le système PAL de télé couleur, puis PIL), nous sommes entrés dans la crise et l'impérialisme français et la Thomson-CSF en particulier a dû rabaisser ses prétentions.

UN DÉFICIT DE 100 MILLIONS ?

Si les affaires ont quand même bien marché globalement pour la branche «composants» et «tubes électroniques» (augmentation de 21% du chiffre d'affaires en 76), la SESCOSEM, division semi-conducteurs de la TH-CSF, a été touchée : les usines ne tournent pas à pleine capacité (65% pour Aix), l'embauche est pratiquement arrêtée depuis 74, et début 77 147 licenciements sont annoncés à Aix et 259 à St Egrève. Le 10 mars 77, Mestre directeur général adjoint de la TH-CSF annonce dans une conférence de presse que la SESCOSEM a un déficit de plus de 100 millions de francs pour la 3^e année consécutive, malgré d'importantes «mesures de rationalisation» qui ont entraîné de nombreux licenciements, la gamme de fabrication trop importante va être réduite, les 500 licenciements sont confirmés et il redemande une aide à l'État.

Le chiffre de 100 millions doit être pris avec prudence, vu qu'il ne compte pas les différentes «aides» de l'État qu'il est bien difficile d'évaluer, et vues les importantes réductions d'impôt auquel il donne droit. Les patrons de la SESCOSEM se trouvent ici confrontés à la concurrence US qui fait que s'ils produisent au prix du marché (des produits US), ils ne peuvent réaliser les profits qu'ils font actuellement sur le marché français. Et s'ils éliminent la production de produits banalisés les moins rentables, ils vont encore perdre du terrain parce que la TH-CSF n'aura plus le catalogue suffisant pour entretenir son réseau commercial. C'est pour cette raison qu'il est très peu probable que Thomson ne sépare complètement de son secteur de

LES CONSÉQUENCES SUR LE PLAN «SOCIAL»

Les semi-conducteurs se décomposent en semi-conducteurs, discrets (diodes, transistors) et semi-conducteurs micro-électroniques (circuits intégrés). Les premiers sont produits essentiellement à la SESCOSEM-Aix, les seconds à la SESCOSEM St Egrève.

Pour les composants discrets, la première mesure a été le transfert d'une partie de la production (montage de transistors...) dans le Tiers-Monde (Maroc) pour

régler et techniciens (une enquête récente vient de prouver le grave danger pour la santé des travailleurs que constitue le travail en 3x8).

La seconde mesure est l'absorption par la Thomson de SILEC, n°1 des composants discrets en France, dont Dumas, le directeur, devient directeur de la SESCOSEM. Le but est de se tailler une place européenne dans cette branche avec une gamme complète ; cette restructuration se fait au prix de licenciements à la SESCOSEM et à Silec, d'autant plus que ces deux

parce que ce qui fait l'intérêt de la SESCOSEM pour la Thomson ce n'est pas sa production standard, mais les produits spécifiques qu'elle peut développer pour les fabrications professionnelles du groupe (problèmes de la concentration verticale, dans le secteur «grand public», les composants ne sont qu'une faible part du prix de revient, et il n'est pas décisif que ce soient des produits Thomson). Ainsi, la production va être limitée aux besoins internes du trust (secteur «électronique professionnelle» - secteur le plus important de la Thom-



C'était le 3 mars : les ouvrières de la SESCOSEM manifestaient à Grenoble pour populariser leur lutte «Union, action n'attendons pas les élections».

exploiter les bas salaires des travailleurs de ces pays. C'est ce que le «plan social» - c'est-à-dire le plan de licenciements de la Thomson appelle : «sous-traitance au Maroc des opérations de montage élémentaires, avec un encadrement très léger». Parallèlement ce plan prévoit «d'augmenter la productivité directe par l'automatisation» c'est-à-dire intensifier les cadences, et le passage en 3x8 d'une partie des

boîtes ne sont que faiblement complémentaires.

Pour les circuits intégrés par contre, le point chaud de la concurrence internationale, la Thomson va abandonner tout un secteur qui correspondait aux ambitions de l'impérialisme français, pour adopter une solution de repli sur ses besoins internes. La Thomson ne va pas abandonner complètement cette branche

son pour son chiffre d'affaires - informatique (cf absorption de Télé mécanique télécommunications...) alors que jusqu'à présent la SESCOSEM cherchait à en extraire des produits rentables sur le marché ouvert. Il est possible aussi que soient maintenues certaines productions destinées à l'armée, dans la mesure où l'impérialisme français fait ce choix.

(à suivre)

BESANCON EN BREF

KELTON : CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN MILITANT CGT

L'inspection du travail refuse le licenciement du délégué CGT. Le directeur proteste et organise même lundi, une «manifestation» d'une cinquantaine de gens. Il y a 2 000 travailleurs dans cette entreprise, ce qui

a fait pression sur le ministère du travail.

JURADOU (COOPÉRATIVE DE FROMAGES) : VENTE DIRECTE DE FROMAGE DANS LE CENTRE VILLE !

Les travailleurs ne désarment devant le refus du patron de s'engager sur les revendications qui

avaient été négociées pour populariser leur lutte, une forte délégation de travailleurs CFDT ont vendu du fromage du Comté (leur production) samedi après midi au centre ville, au prix coutant (15,50 F le meilleur choix). Dans le même temps, les paysans producteurs de lait revendiquent une revalorisation du prix de leur travail.

Le port de Dunkerque bloqué

GREVE ILLIMITÉE DES 2500 DOCKERS

«Aussi fort qu'en 68»

Depuis une semaine, les dockers du port de Dunkerque sont en grève. Il y a en effet une semaine, Usinor refusait d'embaucher des dockers pour décharger un minéralier japonais. Or la loi de 1947 assure aux dockers la priorité d'embauche sur tous les quais. Actuellement, Usinor subit des pertes considérables du fait de l'immobilisation de 8 minéraliers : 30 000 F par jour et par bateau. Ce que veut Usinor, c'est pouvoir faire décharger des bateaux par des travailleurs intérimaires afin de ne pas avoir à leur accorder les avantages des dockers : pas de travail en 3x8, indemnités de chômage. En fait, il s'agit pour Usinor d'un test : si les travailleurs ne luttent pas énergiquement ni massivement pour l'application de la loi de 1947, Usinor sera le maître des quais et particulièrement de l'avant-port encore en construction. Cela lui permettra d'exploiter un port sans dockers, de faire trimer ses propres ouvriers comme manœuvres, sans aucun avantage de dockers. Mais face à cette ambition

démessurée, les travailleurs ont répondu par la grève. Aujourd'hui, l'ensemble du port est occupé, sur chaque quai, un petit groupe de dockers attend. Face à cette détermination, les patrons ont envoyé leurs bateaux vers d'autres ports. Mais la liste de ces bateaux ont aussitôt été communiqués aux autres ports de France et même en Belgique et Hollande afin qu'ils ne soient pas déchargés. Des contacts ont été pris avec les autres ports et déjà à Calais, le travail a été stoppé pendant une heure et une somme d'argent a été envoyée en soutien aux grévistes.

Le responsable du syndicat du port, a aussi parlé d'une éventuelle grève nationale des dockers pour l'application de la loi de 1947 et contre la privatisation des quais. Les paroles de ces dockers rencontrés sur le tas, expriment parfaitement leur détermination : «maintenant on est parti comme en 68 !»

Correspondant Dunkerque

Les viticulteurs après les élections...

LA LUTTE

Dans une déclaration au «Quotidien du peuple» le MIVOC fait part de son scepticisme à l'égard de la volonté de lutte des organisations syndicales traditionnelles des viticulteurs.

Après le 20 mars le mouvement viticole s'achève vers l'organisation d'une grande manifestation «unitaire» avec la CGT et la CFDT et la FEN pour bloquer le port de Sète. Mais cette manifestation, nous dit le MIVOC, ne permet pas de régler les problèmes des viticulteurs : «De façon symbolique la foule bloquera Sète, pendant ce temps les négociants pourront rire car ils ont les chais pleins à craquer de vin italien».

Outre la multiplication des réunions dans les villages, certaines actions originales sont envisagées. Les négociants ont entrepris le boycott des viticulteurs qui vinifient en cave particulière qui se sont montés les plus actifs dans la lutte l'an dernier.

De façon symbolique les viticulteurs organisent le boycott d'un gros négoc-

iant ; Ramel a toutes les chances d'être choisi. L'opération prendrait la forme d'un refus d'achat de produits de ce négociant et d'un sabotage de la vente par une dispersion des produits dans des chariots laissés à l'abandon devant les caisses.

Pour soutenir les viticulteurs qui sont boycottés : «On va vendre directement des bouteilles de leur vin, par un circuit parallèle... on va faire des étiquettes sans folklore, sans le soleil, la mer, les cigales..., mais ce sera un texte qui dira que ce vin pris en charge collectivement, est un vin militant. Ce sera un tract sous forme d'étiquette, expliquant notre action».

Ces actions encore peu ambitieuses ont pour mission de mobiliser les viticulteurs à la base, pour qu'ils prennent directement en charge leurs problèmes, sans passer par les directions syndicales qui se détournent de plus en plus ouvertement de la défense des intérêts du mouvement viticole.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

AFFAIRE DE BROGLIE

L'ENLÈVEMENT

Confrontation Simoné-de Varga cette semaine

La confrontation Simoné-de Varga a commencé hier dans le bureau du juge d'instruction Floch. Une confrontation qui pourrait bien se conclure comme pour quatre des sept inculpés par une remise en liberté. L'interrogatoire de Pierre de Varga au sujet de ses rapports avec de Broglie n'a, d'après la défense de de Varga, permis de retenir aucun mobile contre lui. Quant à Simoné, on est curieux de savoir quelle nouvelle version il va pouvoir présenter au juge Floch. Ce qui est à peu près sûr, c'est que plus de Varga que comme un intermédiaire agissant pour le compte de commanditaires dont Simoné ignorerait jusqu'à l'identité ! Simoné se serait contenté de dire que le rang de ces commanditaires était assez important pour que de Broglie

puisse être assassiné à la porte de chez lui en plein Paris sans qu'on arrive jamais à mettre la main sur les responsables !

Cette version est-elle la bonne ? Comment le savoir quand on connaît le personnage mi-policier, mi-truand et qui connaît toutes les règles du milieu politico-policier qu'il fréquente ? Les déclarations de Simoné arrangent donc les affaires de qui ? C'est probablement une chose que nous ne saurons jamais. L'affaire de Broglie est en train de s'enterrer dans un brouillard épais où on ne peut plus distinguer le politicien bourgeois du policier véreux. Un brouillard que des intérêts puissants — qui semble-t-il ont réussi à se mettre d'accord là-dessus — sont décidés à ne plus jamais dissiper...

UN NOW ROUZ POPULAIRE RUE DE CHARONNE

Dans l'église de la rue de Charonne à Paris où ils avaient fait la grève de la faim pour obtenir la libération de leurs camarades emprisonnés, les étudiants iraniens de la CISNU organisaient la fête du nouvel an iranien : le Now Rouz. Un millier de personnes dont de nombreuses familles populaires du quartier ont participé à cette fête. Chants et danses iraniens, kurdes, éthiopiens ont été tour à tour interprétés, donnant un aperçu d'un art populaire qui s'est conservé dans la lutte contre l'impérialisme. Une pièce mimée, interprétée par des étudiants iraniens, a terminé la soirée, avec en point final, donnant tout son sens à cette soirée, la chute du Shah abattu par le peuple. Car il n'y aura véritablement de nouvel an iranien que lorsque ce régime fasciste aura été abattu.

LE JUGE JOLY ENTENDUE PAR LE CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Claude Joly, juge d'instance de Douai, sanctionnée par la hiérarchie a été entendue lundi dernier pendant huit heures par le Conseil Supérieur de la Magistrature. Deux autres magistrats sont également menacés de sanctions. Mlle Arnoux, membre du syndicat de la Magistrature et Mlle Roy.

PROCES WILLOQUET

Fade et monotone comédie que le procès de Jean-Charles Willoquet. Séances d'audition ou 50 témoins sont cités, déposant trois minutes chacun et racontant tous le même hold-up sans aucun intérêt. Une galerie de témoins aussi prétentive que l'image autosatisfaite qu'a Willoquet de lui-même.

UN APPAREIL POUR SOURD

Un appareil électronique d'audition a été mis au point par des chercheurs permet, pour la première fois, aux sourds complets d'entendre. L'intérêt de cette innovation est évident pour les 17 000 sourds complets qu'on dénombre en France. Mais cet appareil coûtera environ 4 millions cinq cent mille francs pièce. Les travailleurs atteints de surdité pourront-ils se le payer ? A la Sécurité Sociale de répondre.

MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES

Le secrétaire d'Etat américain à la Santé vient d'annoncer que «les recherches génétiques seront prochainement soumises à une nouvelle législation fédérale». Joseph Califano a déclaré que ses services mettaient au point de nouveaux règlements concernant ces travaux en précisant «qu'il ne s'agissait pas d'arrêter ces recherches, mais de les entourer de davantage de précautions».

APRÈS LA PUBLICATION D'UN IMPORTANT RAPPORT SUR LE NUCLÉAIRE

CARTER DECIDE D'ABANDONNER LES SURREGENERATEURS

Déjà Carter a fait savoir qu'il allait différer la construction d'un surrégénérateur expérimental dans le Tennessee. Les 199 millions de dollars attribués par l'administration de Ford à la réalisation de ce projet ont été purement et simplement supprimés.

D'autres décisions relativement importantes sont prises par Carter : report indéfini de la mise en œuvre d'installations de retraitement de plutonium (produit par des installations classiques) pour éviter le détournement de ce plutonium par des terroristes. La démonstration récente par un étudiant américain qu'il était possible très facilement de construire une bombe atomique «de poche» a fait beaucoup de bruit aux USA. Le maintien du contrôle unique par le gouvernement de la technologie d'enrichissement. Le projet de partage avec des firmes privées est abandonné.

«Les Etats-Unis devraient changer leur politique dans le domaine nucléaire. Le gaz naturel et le pétrole, bien que leurs réserves diminuent, resteront les premières sources d'énergie américaines jusqu'à la fin du siècle» explique en substance un rapport de 400 pages rédigé pour la Fondation Ford par des économistes et des scientifiques américains parmi lesquels on remarque la présence de John Sawhil, ancien administrateur de l'énergie fédérale, et président de l'Université de New-York, Joseph Nye, ancien professeur à Harvard, Seymon Abrahamson, professeur de génétique à l'université du Wisconsin et Harold Brown, secrétaire d'Etat à la Défense. Le fait que le nucléaire, comme l'indique ce rapport, ne représente pas un besoin crucial avant l'an 2 000 pour les USA est lourd de conséquences au niveau des choix énergétiques de l'impérialisme américain.

Les industriels américains qui envisageaient des profits fabuleux dans la mise en œuvre de surrégénérateurs américains devront donc se retourner vers des technologies plus classiques.

La décision de Carter, confirme, s'il en était besoin, le caractère totalement insensé des projets superphénix qui sont projetés en France, tant à Malville que sur les bords de la Saône. Après la décision du tribunal de Fribourg, cette nouvelle mesure mettra, comme on le devine, les responsables EDF particulièrement mal à l'aise. Car elle éclaire d'un nouveau jour la situation à laquelle la politique de l'EDF tente de nous contraindre : au lieu de diversifier les ressources énergétiques (comme aux USA), le pouvoir veut nous embarquer «tête baissée» dans l'aventure nucléaire.

NON A SUPERPHENIX I

o développement des mesures de sécurité autour des centrales existantes pour empêcher tout sabotage.
o abandon des projets de recyclage des combustibles et déchets nucléaires au profit du stockage souterrain «des réserves d'uranium étant plus importantes qu'on ne l'imagine habituellement».

Mais le rapport, s'il condamne les surrégénérateurs, ne condamne pas pour autant les «filiales classiques» du type «BWR» ou «PWR» en fonctionnement ou en cours de réalisation d'ici 1985 aux USA.

P. PUJOL

LE TRAITEMENT DES COMBUSTIBLES IRRADIES

Communiqué du Syndicat National CFTD des personnels de l'énergie atomique

L'industrie du traitement des combustibles irradiés issus des réacteurs nucléaires est actuellement au centre de nombreuses décisions et prises de positions.

Sur le plan mondial, les Etats-Unis, s'appuyant sur des arguments liés à la non-prolifération des armes nucléaires, s'efforcent de contrôler cette industrie en prenant, pour le moment, position en faveur du gel de cette activité, ce qui revient à stocker les combustibles irradiés eux-mêmes. Cette position d'attente pourrait être partagée par certains groupes politiques ou groupes de pression français qui soutiennent le programme électronucléaire et dont l'orientation en faveur des firmes américaines a été plusieurs fois illustrée par la politique du gouvernement actuel.

La Direction du CEA affirme la nécessité du traitement, surtout parce que celui-ci permet d'extraire le plutonium, combustible des réacteurs surrégénérateurs. Elle y voit aussi, à travers la création de la filiale COGEMA, un marché intéressant pour l'exportation de services ou d'usines de traitement. Elle affirme que la technique du traitement des combustibles des réacteurs à uranium enrichi et eau ordinaire doit réussir à l'usine de La Hague et qu'elle y consacra le temps et les moyens nécessaires dans le respect de la sécurité.

Mais l'état actuel de cette technique ne permet pas d'affirmer qu'il en sera ainsi. La situation de la sécurité et

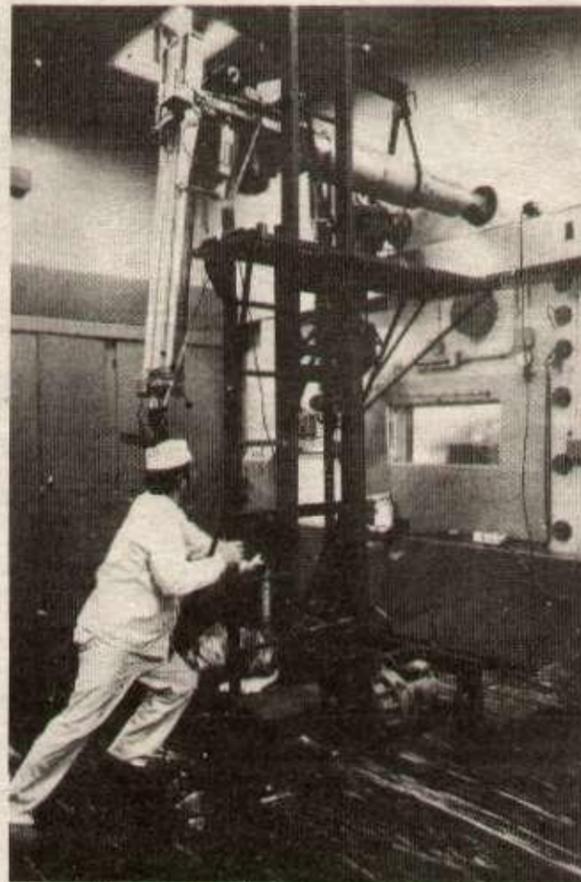
des conditions de travail à La Hague ne cesse de se détériorer tandis que la Direction de l'usine impose des impératifs de production intenablement et dangereux, à

nucléaires EDF de la filière à uranium naturel graphite gaz, plus irradiés que ceux déjà traités depuis des années, laisse présager de graves difficultés.

dictions apparentes d'une politique décidée en dehors d'eux, qu'elle se présente comme nationaliste ou qu'elle s'intègre dans la stratégie des firmes multinationales.

La CFTD a dit clairement que, à partir du moment où il y a des réacteurs nucléaires en fonctionnement, leurs combustibles doivent être traités de façon à permettre le stockage des déchets radioactifs sous une forme moins dangereuse à terme que les combustibles irradiés non traités. Par contre, avant de lancer la filière des surrégénérateurs sur le plan industriel, un débat national doit s'instaurer sur la nécessité et les risques de leur développement, ceux de l'industrie du plutonium, ainsi que sur la finalité de la croissance énergétique. Le fait que cette filière soit confiée par le gouvernement à la société Novatome, du groupe Creusot-Loire dominé par Empain, accroît les risques liés à un développement commercial.

L'incapacité et les risques actuels du traitement sont l'un des arguments essentiels en faveur d'un ralentissement très important du programme électronucléaire français, tel que l'a préconisé la CFTD en 1976 par la demande qu'aucune commande nouvelle d'installations industrielles ne soit passée avant trois ans. (...)



Les conditions de travail dans le nucléaire se détériorent : ici l'atelier de décontamination de la centrale de Chinon

l'encontre des intentions affichées par la Direction du CEA. A l'usine de Marcoule, la perspective de traiter les combustibles des centrales

Le SNPEA déclare qu'il n'est pas question de sacrifier les conditions de travail, la sécurité des travailleurs et de la population aux contra-

Communiqué
du Bureau National
à l'issue des débats
du 12 mars

INTERNATIONAL

Le discours de Brejnev au Congrès des syndicats

LES DISSIDENTS LA DETENTE ET LA GUERRE

Le discours de Brejnev au congrès des syndicats a été la première occasion de définir les relations soviéto-américaines et de définir l'attitude des Soviétiques à l'égard de la question des droits de l'homme, depuis l'investiture de Carter.

Il ne pouvait dire en termes plus brutaux que les clauses concernant les droits de l'homme contenues aussi bien dans la charte de l'ONU que dans les accords d'Helsinki ne s'appliquent pas à l'URSS, où il n'y a pas d'après lui de contradictions de classes ni de nationalités opprimées.

Il ne pouvait dire plus nettement que la répression va se poursuivre de plus belle puisque le peuple exige d'après lui que les dissidents soient traités en traitres !

Ces quelques agents de l'ennemi sont en réalité des millions dans les camps, ou sous surveillance directe et permanente du KGB, la police politique, ce sont des ouvriers, ce sont des paysans, ce sont des intellectuels, des Ukrainiens, des Lettons, des Lithuaniens dont la bourgeoisie russe écrase

toute revendication du simple droit de s'exprimer.

C'est une véritable hystérie fasciste que Brejnev appelle devant les syndicats, qui ont le rôle en URSS de véritable appareil d'encadrement auxiliaire de la police.

L'ASSASSIN CRIE À L'ASSASSIN

Mais le discours de Brejnev au terme de toute une campagne contre les dissidents dans tous les organes soviétiques destinés à l'étranger comme destinés à l'URSS. Le sommet avait été atteint par la Pravda qui assurait dimanche que les dissidents sont «des ennemis de l'humanité et n'ont pas droit au pardon» d'une part et d'autre part que ceux-ci accroissent le danger de guerre nucléaire en envenimant les relations entre Etats ! Le cynisme de telles déclarations coupe le souffle : qui dispose ses fusées nucléaires par centaines au centre de l'Europe ? Brejnev et Carter. Ce n'est pas Boukovski non plus, ni Amalrik qui disposent de la plus puissante flotte de sous-marins nucléaires du

monde qui croisent principalement en Méditerranée et en Mer du Nord.

Si l'assassin crie à l'assassin c'est qu'il veut poursuivre ses préparatifs criminels et l'URSS ne veut surtout pas relâcher l'effort de guerre soviétique. C'est pourquoi il pose comme condition à l'amélioration des relations soviéto-US l'arrêt des révélations sur les

activités militaires soviétiques, qu'il n'a pas l'intention le moins du monde de ralentir. C'est tout le cynisme du fauteur de guerre qui s'étale derrière les haillons de la détente. Brejnev ne prend même plus la peine de prétendre qu'il veut la paix. Pour lui aujourd'hui «la détente» c'est d'abord que l'on cesse de dénoncer la dictature fasciste et les préparatifs de guerre de l'URSS.

LE DISCOURS DE BREJNEV

1) IL N'Y A PAS DE CONTRADICTIONS EN URSS

«Nos adversaires sont à la recherche de toutes les forces qui s'opposeraient au socialisme au sein de nos pays. Mais comme ces forces sont inexistantes, car en société socialiste il n'y a pas ni classe ni nationalité opprimée et exploitée, ils fabriquent un faux produit et créent, au moyen de la publicité, des fantômes d'opposition intérieure dans les pays socialistes.

Lorsque des personnes qui se sont désolidarisées de notre société agissent activement contre le régime socialiste, notre peuple exige que l'on se comporte vis-à-vis de ces personnages comme envers

et des ennemis de leur propre patrie.

2) LES CONDITIONS DE L'AMÉLIORATION DES RAPPORTS SOVIÉTO-US

des adversaires du socialisme «Il y a aussi des circonstances qui s'opposent directement à une nouvelle amélioration et au développement des relations soviéto-américaines. L'une d'elles est le gonflement de la campagne calomnieuse sur le mythe de la «menace militaire» de l'URSS... Une autre est constituée par les tentatives directes d'organismes officiels américains d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Union soviétique».

Allemagne

RECU ÉLECTORAL DES SOCIAUX DÉMOCRATES

C'est un véritable changement de majorité qui a marqué les élections municipales dans le Land de Hesse. En 1977, la CDU prend la majorité à Francfort avec 51,3% contre 46% à la coalition sociaux démocrates et libéraux. En 1972, la coalition l'avait emportée avec 57% contre 39,6% à la CDU. Le grignotage de la majorité sociale démocrate prend des allures de raz de marée, au cœur d'une région traditionnellement considérée comme le bastion du SPD.

Le refus de confirmer ou de démentir l'information publiée dans la presse selon laquelle Falin, l'ambassadeur d'URSS, aurait fait savoir au gouvernement allemand que son pays souhaitait que celui-ci renonce au marché nucléaire du Brésil.

ISRAËL : UNE GREVE SAUVAGE

Une grève sauvage de 4 500 dockers qui exigent des augmentations de salaires, paralyse les ports israéliens et empêche l'embarquement des agrumes, la principale industrie d'exportation d'Israël. Si la grève continue les fruits pourriront à quai.

IRAN : UN TREMBLEMENT DE TERRE

Un tremblement de terre a fait plusieurs morts en Iran. De degré 7, ce tremblement de terre avait son épicentre dans le détroit d'Ormuz.

«PAS DE CRISE USA-ALLEMAGNE»

Dans son interview à la presse allemande, Schmidt minimise la portée des oppositions entre les USA et l'Allemagne, apparues depuis l'investiture de Carter.

«Je tiens à souligner que je ne vois aucune crise d'aucune sorte. Je n'ai rien à redire sur la manière dont le président Carter a abordé le gouvernement allemand».

L'URSS AVEC CARTER ?

Un porte-parole du minis-

Brejnev arrive en Tanzanie

L'OFFENSIVE SOVIÉTIQUE EN AFRIQUE

Offensive diplomatique coordonnée de Podgorny et de Castro, telle est bien le principal événement qui doit se dérouler cette semaine en Afrique Australe.

Avec éclat l'URSS veut montrer qu'elle est partie prenante de ce qui se passe en Afrique Australe, et s'imposer comme l'ami indispensable des pays de première ligne.

Cette tentative s'appuie sur la présence en Angola d'un corps expéditionnaire cubain de 10 000 hommes au moins. Celui-ci ne sera pas réduit à annoncé Castro, qui affirmait : «Ce sont les pays africains qui doivent pour l'essentiel définir quelle collaboration ils souhaitent». En d'autres termes Castro avait pour mission d'une part de convaincre les pays africains de première ligne d'accepter la plus grande aide et d'autre part de se présenter comme l'intrusion soviétique. Il n'a fait qu'attirer l'oeil dessus.

Pour l'URSS, l'utilisation de Cuba comme moyen de pénétration comme cela s'est manifesté en Angola ainsi que la mise sur pied de groupes de mercenaires, comme c'est le cas actuellement au Zaïre, est une

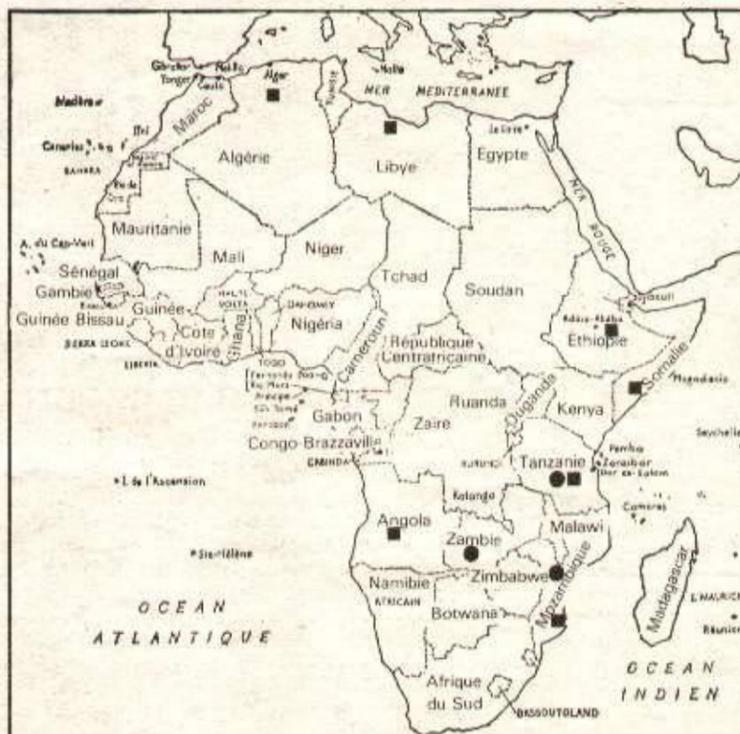
arme : une autre est la tentative d'internationalisation de la question de l'Afrique Australe. A l'heure actuelle, l'essentiel se passe en dehors d'elle : les «pays de première ligne» qui sont confrontés à un régime raciste coordonné de plus en plus étroitement leur action et remportent de ce fait des succès. D'autre part les plans de paix se discutent directement entre les impérialismes occidentaux et les forces de libération.

A plusieurs reprises l'URSS a essayé de se trouver une place en Afrique Australe, afin de pouvoir participer au règlement.

Elle a violemment mené campagne contre la conférence de Genève, demandant que ce soit discuté à l'ONU. Elle a utilisé les agressions des racistes rhodésiens pour offrir au Botswana l'aide militaire soviétique.

Le voyage africain de Podgorny est la façade de la volonté d'intervention soviétique et est le vecteur de pressions extrêmement fortes des soviétiques contre les pays africains, par lesquelles ils espèrent parvenir à concurrencer les USA dans le sud de l'Afrique

DES ROUTES QUI S'ENTRECROISENT



■ Voyage de Castro
● Voyage de Brejnev

Le voyage de Podgorny en Afrique suivra assez largement les traces de Fidel Castro, ce qui est somme toute assez normal puisque les mercenaires cubains ont déblayé la route aux impérialismes soviétiques en Angola. A l'évidence, ce grand voyage a pour but d'affirmer l'URSS comme une partie intéressée au conflit en Afrique Australe. Fidel Castro peut lui donner auparavant l'alibi d'un reste de prestige «révolutionnaire». Mais le second aspect, particulièrement sensible dans le voyage de Castro est bien au-delà de l'Afrique Australe de créer une espèce de regroupement de pays ayant les liens les plus étroits possibles avec l'URSS.

C'est notamment ce que paraît avoir entreprise Castro dans les pays arabes et à la corne de l'Afrique.

INDE : LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le nouveau gouvernement sera formé avant la fin de la semaine par le président du parti Janata, qui sera élu aujourd'hui. Les résultats définitifs qui donnent 275 sièges à ce parti contre 153 au parti du Congrès ont contraint Indira Gandhi

à remettre sa démission hier matin.

HOLLANDE

Le gouverneur hollandais a démissionné hier soir. Si bien qu'on ne sait pas comment la Hollande sera représentée à la réunion de Rome à l'occasion du 20^e anniversaire du traité de Rome.

GUIRINGAUD POUR UN ÉTAT PALESTINIEN ENTOURÉ DE BARBELÉS

Guingaud, ministre français des affaires étrangères vient de préciser comment il voyait les futures frontières d'Israël. Il envisage «la démilitarisation de certaines zones l'établissement de contingents des Nations Unies, de réseaux de surveillance électronique».

Entre les frontières «défendables» dont parle maintenant Carter et l'état palestinien derrière les barbelés qu'il décrit là, quelle différence reste-t-il ?

INTERNATIONAL

nouvelles de palestine occupee

INTENSIFICATION DE LA LUTTE ARMÉE

Depuis environ un mois, la lutte armée s'est intensifiée à l'intérieur de la Palestine. Cela est dû en partie aux nouvelles perspectives données par l'OLP dans le rétablissement de ses liens avec le régime jordanien : à partir de la Jordanie, la lutte contre l'ennemi sioniste peut reprendre toute sa force. Dans la dernière semaine du mois de février, une voiture qui transportait trois colons a explosé près de la Mer Morte. Une autre explosion s'est produite dans un cinéma «Hilton» dans la colonie de Btah Takfa. Aussitôt, 200 Palestiniens ont été arrêtés par les autorités de l'occupation.

DANS LES PRISONS SIONISTES

La grève des prisonniers palestiniens d'Ascallan se poursuit malgré toutes les pressions exercées par les sionistes. Ceux-ci disent aux prisonniers qu'ils sont prêts à satisfaire une partie de leurs revendications si les prisonniers arrêtent leur mouvement de grève. Mais les prisonniers leur ont répondu qu'ils avaient arrêté la grève il y a un mois à cause de ce chantage, mais malgré cela, les sionistes n'ont rien fait pour améliorer leur condition de détention.

EL KHALIL : LES PRISONNIERS REJOignent LA GREVE DE LA FAIM

Les prisonniers de El Khalil (Hebron) ont depuis lundi rejoint la grève de la faim. Des manifestations quotidiennes ont lieu en signe de soutien. Les prisonniers de Ramallah avaient rejoint le mouvement la semaine dernière.

UNE UNITÉ SPÉCIALE...

L'«unité spéciale pour la lutte contre le terrorisme», responsable de la mort d'un jeune manifestant pendant la journée de la Terre le 30 mars 76, est entraîné actuellement pour intervenir dans les prisons, vu la situation qui y règne avec la grève de la faim. Cette «unité» est utilisée par les sionistes lorsqu'ils se sentent débordés par les événements. Elle utilise les méthodes et les équipements les plus modernes dans sa répression. L'appel à cette unité montre, d'une part, l'incapacité des occupants à s'opposer à un large mouvement palestinien à l'intérieur de la Palestine et, d'autre part, son haut degré de terrorisme dans sa répression du peuple palestinien.

Un Palestinien détenu depuis cinq mois à la prison de Naplouse, Omar Abdel Ghina, a été transporté d'urgence dans un hôpital en Jordanie pour qu'il reçoive des soins : il a plusieurs fractures dans le corps, à cause des coups qu'il a reçus pendant les interrogatoires. En Jordanie, les médecins ont dit que son cas est critique.

AU TRIBUNAL DE LOD

Au tribunal militaire de Lod, trois Palestiniens ont comparu devant les juges sionistes, accusés d'appartenir à Fath, de s'entraîner aux armes et d'avoir déposé des explosifs en 75 pour lutter contre l'occupation. Israël Shahak, président de la «ligue israélienne des droits de l'homme» et auteur de deux ouvrages sur le racisme dans l'Etat d'Israël, a témoigné en faveur des accusés, en tant que spécialiste en chimie. Il a démontré la fausseté de l'accusation de dépôt d'explosifs, car les matériaux tenus en main par les Palestiniens ne pouvaient servir à faire exploser quelque chose. L'avocat palestinien des accusés, Walid Fahoum, a expliqué que plusieurs contradictions dans les dépositions de plusieurs «témoins» signifient une fausseté de l'accusation. Le tribunal militaire a reporté le jugement dans une semaine.

Au même tribunal, la population palestinienne est venue protester contre la détention de Ali Nafeh, âgé de 60 ans et emprisonné à Beir Sabah, dans le désert. Ali Nafeh est gravement malade. Malgré son état grave, le tribunal de Massiyaho lui a demandé de comparaître devant lui. Ali Nafeh a refusé. C'est l'avocat Walid Fahoum qui l'a défendu : il a demandé sa libération immédiate. Ali Nafeh est accusé d'appartenir au Fath.

DÉTENTION ADMINISTRATIVE

L'avocate Felicia Langer a visité dans sa prison le détenu administratif Abbas Abdel Hakk, arrêté depuis avril 74 et jusqu'à présent, il n'a pas été jugé, ni accusé d'aucune «faute». Malgré cela, le gouverneur militaire a décidé de prolonger sa détention de six mois.

A Jérusalem aussi, la détention administrative est renouvelée de six mois à Hilmi Tamim Saaymeh, arrêté il y a dix mois.

L'économie portugaise

AU PLUS BAS

Pourtant, ce n'est probablement pas à l'heure actuelle ces problèmes qui donnent à Soarès les plus grandes inquiétudes. C'est incontestablement la gravité de la situation économique : au rythme où augmente la dette nationale, et le déficit de la balance des paiements (21 448 millions d'escudos) à la fin de 77, le Portugal aura vu fondre la totalité de ses réserves en or et en devises. Le chômage atteint aujourd'hui plus de 500 000 personnes, soit 15% de la population active, sans compter les rapatriés des colonies portugaises. L'inflation atteint 20% par an ; le Portugal importe deux fois plus qu'il n'exporte et les entrées traditionnelles de devises (tourisme et argent des immigrés) sont en baisse.

UN PLAN D'AUSTÉRITÉ

De plus, jusqu'à présent, aucun plan n'avait été vraiment mis en place. Les principales mesures avaient consisté en des surtaxes sur les produits de luxe impor-

La mise au pas entreprise par les sociaux-démocrates portugais de Soarès a démantelé le potentiel révolutionnaire des masses, elle débouche sur de graves contradictions au sein des partis bourgeois. La profonde crise économique dont le Portugal n'arrive pas à sortir constitue l'un des fondements essentiels de cette situation.

tés. En fait, c'est seulement avec la dévaluation de 15% de l'escudo que Soarès a entrepris un plan d'austérité de grande ampleur contre les masses, à l'échelle du pays, tel qu'il en existe dans tous les pays européens. Ce plan prévoit la liberté des prix, le blocage des salaires et la limitation des conquêtes syndicales, en particulier du droit de grève.

Il fait fond, essentiellement sur la relance de l'initiative privée, des investissements étrangers et prévoit dans des délais très brefs l'indemnisation des propriétaires et capitalistes expropriés. Sur le plan des salaires, en particulier, il veut stimuler «l'effort individuel dans le travail à l'instar de ce qui se pratique dans les pays de l'Europe Occidentale et les pays de l'Est» : c'est ce que préconise la CIP, Confédération de l'In-

dustrie Portugaise, ce qui suppose des salaires très bas, avec un système de primes.

LA TOURNÉE EN EUROPE

C'est avec un tel plan, et le maintien du chômage, que Soarès est venu faire une tournée en Europe pour demander qu'on lui ouvre les portes de la Communauté Européenne. Mais cette Europe, dominée par l'Allemagne de l'Ouest n'est guère pressée de s'encombrer de nouveaux canards boiteux. L'entrée du Portugal dans l'Europe ne s'effectuera pas avant 1985, et il est probable que Soarès se contenterait d'une «victoire» politique, d'assurances pour un accord de principes. Dans une certaine mesure, quand Soarès joue son va-tout en affirmant «ou vous me soutenez, ou la démocratie est en danger

au Portugal», il prend acte de sa faiblesse, et de l'éventualité d'un glissement plus à droite encore du gouvernement portugais, supposant une association avec la CDS. Mais en fait de démocratie dont Soarès se fait paradoxalement le champion, il ne peut s'agir que d'une variante, plus ou moins répressive de la dictature de la bourgeoisie sur la classe ouvrière et les masses, et non d'un retour pur et simple à la forme fasciste de cette dictature.

La vague de grèves qui s'est déclenchée dans le courant décembre chez les pêcheurs (20 000 grévistes) et dans le textile semble reprendre aujourd'hui dans les mêmes secteurs et chez les fonctionnaires, ainsi que dans la construction, contre le plan d'austérité, pour l'ouverture de discussions sur les conventions collectives, dont certaines sont bloquées depuis deux ans. Mais c'est peut-être aujourd'hui la Réforme Agraire qui cristallise le plus nettement les oppositions de classe et les tensions qui parcourent la société portugaise.

Hélène VARJAC

Afrique du Sud

17^e anniversaire de Sharpeville



C'était il y a 17 ans. Les racistes assassinaient 67 Africains qui manifestaient à Sharpeville. Dimanche, des milliers d'Africains de Soweto, vêtus de noir se sont rendus sur les lieux pour commémorer cet événement.

RÉPUBLIQUE SAHRAOUIE

Le commandant en chef des troupes d'occupation de Dakhla est tué

Le ministre de la Défense de la République Sahraoui annonce que des batailles importantes se sont déroulées dans le Wadi Dahab (ex Rio de Oro). Le commandant mauritanien de Dakhla, le principal port sahraoui et la principale ville occupée par la Mauritanie, au centre du Sahara, a été tué. Voici le bilan des combats tiré par le gouvernement sahraoui.

Par ailleurs, l'Union des Jeunes Sahraouis a été admise comme membre de l'Union de la Jeunesse arabe.

«...Le 15 mars 1977, une opération conjointe des forces d'occupation maroco-mauritaniennes visant à exterminer nos populations nomades dans la région de l'Aguerguer, et pour laquelle l'occupant a engagé des moyens impressionnants en hommes et en matériel, a été rapidement mise en échec par nos vaillants combattants.

Après une embuscade tendue par ces derniers à une importante colonne ennemie participant à cette opération, l'ALPS a attaqué l'ensemble des troupes maroco-mauritaniennes pour leur infliger une déroute cinglante et des pertes lourdes de conséquences : se chiffrant à une centaine de militaires mis hors de combat, soit 52 morts et 48

blessés.

Parmi les soldats tués figurent : le capitaine Sidna Ould Sidia, commandant en chef des troupes mauritaniennes à Dakhla. Lieutenant Amar, chef de compagnie de gendarmerie.

Nos combattants ont en outre capturé 18 soldats ennemis dont :

- 11 militaires marocains, parmi eux 2 officiers.
- 7 militaires mauritaniens.

Ils ont, par ailleurs, détruit dix véhicules et engins blindés de l'ennemi et récupéré un lot important d'armes, de munitions et de matériel comprenant notamment : 8 jeeps dont 3 porte-canon de 106 mm, 6 mitrailleuses, 3 fusils-mitrailleurs, 5 bazookas, 40 armes individuelles légères et 4 mortiers dont 2 de 81 mm.

ANGLETERRE

MOTION DE CENSURE AUJOURD'HUI

Le premier ministre anglais, Callaghan, travailliste ne pourra se maintenir au pouvoir que par l'appoint des votes des députés fascistes de l'Ulster (Irlande du Nord). La motion de censure déposée par Margaret Thatcher, le chef conservateur, aura au moins eu le mérite de mettre à nu cette vérité que la majorité parlementaire travailliste n'a été jusqu'à présent possible que grâce au raciste Enoch Powell.

GREVE DES DOCKERS

Les dockers de toute la Grande-Bretagne se sont mis en grève lundi. Les dockers s'opposaient au projet de la municipalité de Preston qui prévoit de fermer les docks de cette ville sous prétexte qu'ils ont connu un déficit de 70 000 francs en 1976. 450 travailleurs sont ainsi menacés de licenciement.

DEUX MILLIONS DE CHÔMEURS EN 1980 ?

La revue annuelle de la politique économique du groupe de Cambridge dénonce les effets des mesures de récession imposées par le Fonds Monétaire International (FMI). D'après ce groupe faite d'un changement de politique gouvernementale, l'économie de la Grande-Bretagne stagnera et les chômeurs augmenteront jusqu'à deux millions.

NOUVELLES REVELATIONS SUR LA TORTURE EN IRAN

Recueilli par Serge Livet

● 300 agents de la SAVAK aux USA ● 30 000 conseillers US en Iran ● La torture et la corruption, les deux piliers du régime

* Norman Forer, professeur de sociologie à l'université de Kansas (USA) revient d'une mission d'observation sur les droits de l'homme en Iran. Au cours d'une conférence de presse organisée par la CISNU (Confédération des Etudiants Iraniens Union Nationale), il a exposé la réalité quotidienne de l'oppression sanguinaire du régime fasciste du Shah, à travers des témoignages recueillis au cours de sa mission d'enquête. La «grande presse» n'avait pas daigné se déplacer, la situation en Iran est pour elle un sujet-tabou en raison des intérêts économiques que les trusts français essaient de conquérir ou de développer en Iran.

Norman Forer est président du comité américain pour les droits de l'homme en Iran, organisation implantée dans plusieurs universités américaines. La sensibilisation des progressistes et des démocrates américains à la situation en Iran tient essentiellement à deux facteurs. Les intérêts US en Iran sont considérables au point de vue économique, politique et militaire. Le Shah a été hissé sur le trône par les troupes US qui ont renversé le régime progressiste et national de Mossadegh. Depuis, les USA l'arment, encadrent son armée et collaborent avec sa police : la SAVAK. La moitié des armes vendues par les USA au cours des derniers cinq ans et demi étaient destinées à l'Iran. Le Sénat américain a déclaré l'an dernier que les équipements et les armements envoyés en Iran nécessitent une surveillance permanente par des conseillers et des techniciens militaires américains : ils sont actuellement 30 000 en Iran.

LA POLICE DU SHAH RÉPRIME LES ÉTUDIANTS IRANIENS AUX USA

L'autre raison de la sensibilisation des démocrates américains à l'Iran tient au grand nombre d'étudiants iraniens dans les universités américaines. Il y a actuellement 25 000 étudiants iraniens aux USA, il y en aura 35 000 l'an prochain, c'est le contingent d'étudiants étrangers le plus nombreux aux USA. Il y a aux USA 300 agents de la SAVAK, deux ou trois agents dans chaque université. Le gouvernement américain nie cette présence de la SAVAK aux USA, mais un vice-premier ministre iranien a reconnu cette présence. Les démocrates américains s'insurgent contre ce fait qu'ils considèrent comme une violation de la souveraineté US.

DÉMASQUER LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

Un comité pour les droits de l'homme en Iran s'est créé aux USA pour

exiger la fin de l'aide US à l'Iran. Pour démontrer largement à l'opinion ce qu'est la situation en Iran, il a organisé une mission dans ce pays en partant du cas précis de la disparition de 18 personnes en Iran à la fin de 1976.

Des questions ont été posées aux gouvernements US et iranien : qui sont les 18 disparus, quelle accusation est portée contre eux, où ont-ils été arrêtés, qui sont leurs avocats, quelle est la date de leur procès, peut-on y assister, peut-on les voir en prison ? Les autorités US et iraniennes n'ont pas donné de réponse.

Au cours de sa mission

des intérêts économiques et des institutions. Les hommes d'affaires rencontrés par le professeur Forer lui ont avoué qu'il était impossible de conclure une affaire sans verser des pots de vin qui remontent par un système complexe jusque dans les poches du Shah et de sa famille. Toutes les personnalités dirigeantes en Iran dans tous les secteurs : économie, universitaire, professionnel... doivent leur place à des pots de vin. Pour monter dans la hiérarchie, ce qui compte, ce n'est pas la capacité, mais l'importance du backchiche versé. Ce système s'étend même aux hôpitaux. Les médecins qui encadrent les hôpitaux ont été mis en place par des moyens identiques, en conséquence de nombreux médecins iraniens émigrent aux USA. Ils sont 18 000 aux USA.

LA TORTURE : UNE INSTITUTION

L'autre face de ce système c'est la torture.



en Iran, le professeur Forer, accompagné d'une avocate, Nancy Hormachea, a contacté des journaux, des hommes d'affaire US, des étudiants et des intellectuels, des représentants des communautés religieuses, des militants clandestins, des avocats, des anciens prisonniers et des membres des familles des disparus. Il a ramené des témoignages et des documents terribles sur la barbarie quotidienne du régime du Shah.

LA CORRUPTION À TOUS LES NIVEAUX

En même temps, le professeur Forer a enquêté sur le système de corruption à tous les niveaux de l'appareil d'État iranien. Le Shah, avec la famille royale et la petite élite qui l'entoure, contrôle l'ensemble

également afin de détecter quel est le meneur. La torture doit aboutir à une confession du suspect reconnaissant ses crimes et déclarant son soutien au Shah. Ainsi en arrivant en Iran, le professeur Forer a vu dans un journal iranien la «confession» de trois personnes torturées par la SAVAK. Elles avaient eu les jambes et les bras cassés sous la torture, mais elles félicitaient la police et remerciaient le gouvernement iranien pour les soins prodigués ensuite à l'hôpital. Il est fréquent lors des procès d'entendre des gens qui ont été torturés déclarer qu'ils ont été «séduits par le marxisme» et regretter leurs actions : «Au point que, dit le professeur Forer, les deux principales industries en Iran semblent être le pétrole et la «séduction par le marxisme».

Lorsqu'il a demandé à voir des prisonniers, un vice-premier ministre a répondu qu'il fallait franchir quatre barrières pour cela : la SAVAK locale, la SAVAK nationale, l'am-

bassade US et enfin le Shah. «Quelqu'un en Iran m'a offert le livre de Tocqueville sur la démocratie américaine, nous dit le professeur Forer, en me demandant de l'apporter aux autorités américaines et de leur demander pourquoi ils ont oublié leurs propres principes démocratiques».

Les déclarations de Carter sur les droits de l'homme ne s'appliquent pas à l'Iran. Cyrus Vance, le secrétaire d'État aux affaires étrangères déclarait que certains pays pouvaient être exemptés de l'application des droits de l'homme pour des raisons géopolitiques. «A mon avis, aucun changement n'interviendra en Iran à la suite de l'initiative récente de Carter. Pour cela il est nécessaire que le peuple américain se mobilise» dira en conclusion le professeur Forer.

TORTURES, ASSASSINATS : DES TÉMOIGNAGES PRÉCIS

Les témoignages du professeur Forer sur les tortures et les assassinats en Iran sont terriblement précis. De tous ses contacts en Iran, malgré les pressions exercées contre lui, il a ramené un faisceau de preuves sur les exactions fascistes de la SAVAK, des lettres, des témoignages et des photos. Ces photos, il nous les a montrées : «Je connais leurs noms, elles m'ont été données par les familles ou les amis des victimes, mais je ne peux pas les dire, car ces familles craignent d'être torturées». Parmi eux, le professeur Forer cite, et montre à chaque fois une photo :

- un architecte qui a aidé financièrement une organisation patriotique, condamné à 21 ans de prison

- un professeur qui a écrit une critique contre le régime et l'a montrée à ses amis, a été condamné à six mois de prison et affreusement torturé, «Il ne peut plus avoir d'enfants. J'ai noté le détail de toutes les tortures qu'il a subies», déclare Norman Forer, je ne peux vous les redire, c'est trop terrible».

- «Celui-ci a été assassiné pendant le Ramadan alors qu'il sortait de la mosquée».

- un jeune garçon de 16 ans accusé d'être communiste a été condamné à 6 ans de prison et torturé ; la sentence a été doublée parce qu'il a refusé de revenir sur ses opinions

- une jeune femme, arrêtée devant une mosquée qui était fermée, a été condamnée à deux ans de prison ainsi que les gens qui priaient avec elle

- un jeune de 19 ans, membre d'une organisation révolutionnaire a été exécuté. Dans sa famille, quatre garçons ont été exécutés, deux de ses sœurs sont emprisonnées. Il a été terriblement torturé et contraint d'accepter de renier ses opinions devant le tribunal. Mais devant les observateurs présents au procès, il a refusé et a été condamné à mort. Il a été à nouveau torturé et il est mort avant l'exécution

- une jeune femme de 19 ans dont la famille avait été arrêtée, s'était réfugiée chez un voisin : celui-ci a été condamné à 21 ans de prison, elle a été exécutée dans la rue

- un médecin assassiné dans la rue

- une femme qui a été accusée de travailler contre le gouvernement a été torturée pendant qu'elle était enceinte et condamnée à huit ans de prison

- une femme de 50 ans qui était allée rechercher le corps de son fils exécuté pour l'inhumer religieusement a été emprisonnée et battue

- un garçon de 21 ans qui a été emprisonné comme otage pour arrêter un membre de sa famille, il demeure en prison bien que ce membre de sa famille ait été retrouvé

- un autre accusé d'être communiste, il a été torturé pendant quatre mois. La dernière fois qu'il a été vu, il ne pouvait plus tenir debout

- un écrivain religieux militant politique assassiné.

Certaines des personnes que le professeur Forer a vues, étaient indignées d'être persécutées comme communistes alors qu'elles sont opposées au communisme, d'autres sont des musulmans marxistes.

Les persécutions contre les religieux opposés au régime sont un aspect important de la politique répressive du Shah : quatre mosquées ont été fermées, trois écoles théologiques, deux théologiens ont été torturés, sept théologiens interdits de parler, et quatre emprisonnés, 25 musulmans religieux déportés.

Le professeur Forer a cité d'autres cas du même genre, c'est par milliers qu'il faut compter les victimes du Shah. Quand on parle de tortures à propos de l'Iran, cela n'a rien à voir avec des mauvais traitements. Les mauvais traitements sont le régime ordinaire des prisons : bastonnades, coups de cables électriques, privation de sommeil, bruits violents, obligation de manger avec mains liées... Ceci c'est le quotidien, la torture c'est un traitement particulier destiné à obtenir aveux, des reniements et qui n'a pas de li dans l'atrocité. «Je n'ai pas peur de mourir, une mère de prisonnier politique à Norman Forer, mais j'ai peur d'être torturée».

La Commune au jour le jour

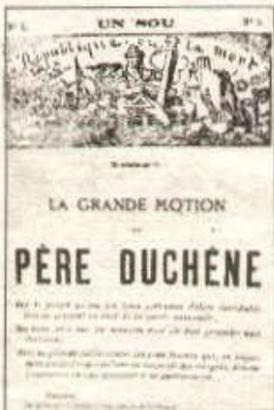
Par Paule SACONNET

Jeudi 23 mars 1871



L'Association Internationale des Travailleurs se réunit dans son local de la rue des Gravillers. Et, après une discussion assez vive, elle décide de se rallier ouvertement au Comité Central : elle rédige, dans la nuit, un long manifeste invitant les travailleurs à voter massivement pour la Commune.

«Aujourd'hui le peuple de Paris est clairvoyant, il se refuse à ce rôle d'enfant dirigé par le précepteur et dans les élections dont il est lui-même l'auteur il repoussera tout maire, tout préfet imposé par un gouvernement étranger à ses aspirations».



Les journaux continuent à reparaitre. Comme «Le père Duchêne» (en «format de poche», vendu un sou), aussi populaire que «Le Cri du peuple». Il reprend la tradition de son ancêtre de 89 et se manifeste par son anti-cléricalisme, sa gouaille, son franc-parler contre «Les jean-foutres» de tout acabit.



Place d'armes à Versailles

A Versailles, Thiers se multiplie : il essaie de rassurer la province, par des télégrammes optimistes «A Paris même les bons citoyens se rallient pour comprimer la sédition». Il s'occupe personnellement de l'armée. Comme il le dira plus tard «J'augmentai la ration... Je veillai aux vêtements... Je passai mes journées dans les vouacs».

vre conseillé : «Le dictionnaire de la Commune» (De Bernard Noël) ed Hazan 1971 (ne trouve plus que soldé à 25 F, très intéressant)

VIE DU PARTI

3 PARIS M^o Maubert RASSEMBLEMENT

AVRIL MUTUALITÉ 14 heures COMMUNISTE

Le 3 avril, le Parti Communiste Révolutionnaire appelle à un Rassemblement Communiste.

Les élections municipales ont sanctionné un nouveau recul des partis de droite. Elles ont souligné l'incapacité de la bourgeoisie au pouvoir à tracer un projet de société quelque peu crédible. Les discours de Giscard sur le libéralisme avancé, sur la qualité de la vie, qu'en reste-t-il ? Le visage d'homme à poigne et de sauveur que veut se donner Chirac ne lui a pas permis, pour autant, de mordre, comme il en avait la prétention, sur l'électorat populaire.

La gauche, masquant ses divergences profondes, profite de cette situation.

Mais les vrais questions restent posées avec plus de force. Le plan Barre se poursuit, une politique systématique de chômage, d'intransigeance et d'austérité contre les travailleurs, pour naviguer à vue, et préserver coûte que coûte la survie de l'impérialisme français. Et la gauche, à travers les directions syndicales, continue à étouffer, limiter toute riposte d'ampleur qui remettrait en cause l'élargissement de sa base électorale et compromettrait ses chances, de plus en plus grandes, de s'installer majoritairement, en 1978 au Parlement et au gouvernement.

Mais les vrais questions restent posées. Elles sont profondes : au-delà de l'instabilité des combinaisons politiques à venir, il y a une défiance sur la capacité même de la gauche à résoudre la crise. C'est l'avenir même de notre société qui est interrogé, l'organisation capitaliste même de notre société qui apparaît comme périmée, insupportable.

Si aujourd'hui, il ya relativement peu de luttes, la réflexion, par contre, s'approfondit. Et cette clarification des positions révolutionnaires, face aux projets de la gauche et notamment révisionniste, est un facteur décisif pour préparer un déblocage des luttes, et faire face aux

échéances de 1978. L'existence d'un courant électoral révolutionnaire qui s'est manifesté en plusieurs points avec netteté est un symptôme de cette situation.

C'est pourquoi, le Rassemblement Communiste du 3 avril sera axé sur la question de l'issue révolutionnaire à la crise, et sur la perspective de la France socialiste. Ce projet socialiste, il est en germe, il est en formation à travers les multiples interrogations, aspirations, exigences et initiatives, qui se font jour aujourd'hui.

Le Rassemblement Communiste sera d'abord le rassemblement des travailleurs qui refusent la logique capitaliste de droite ou de gauche et commencent à dessiner, en positif, les traits d'une autre société, radicalement différente, dirigée par la classe ouvrière. Des sidérurgistes de Lorraine, des cheminots, des ouvriers d'usines occupées, des jeunes, des paysans y viendront successivement apporter le témoignage de cette énergie révolutionnaire qui grandit.

L'intervention centrale prendra en compte tous ces éléments pour préciser la voie vers l'issue révolutionnaire à la crise, pour présenter le projet de la France socialiste, tel que le Parti le dégage des aspirations d'aujourd'hui : l'exercice réel du pouvoir de la classe ouvrière, la construction d'une économie socialiste sur des bases nouvelles, éliminant les tares léguées par l'impérialisme, la lutte pour la disparition des classes, le rôle du Parti Communiste dans la France socialiste, c'est à toutes ces questions décisives que, dans ce Rassemblement, le Parti veut apporter la réponse des Communistes.

La France socialiste est inscrite dans les aspirations et dans les luttes d'aujourd'hui. Le Rassemblement Communiste du 3 avril marquera cette réalité nouvelle, avec un force et une précision nouvelles. Ce sera un moment important pour cristalliser les énergies et éclairer la voie de la Révolution.

**LE CAPITALISME, C'EST LA CRISE !
LA GAUCHE, C'EST TOUJOURS LE CAPITALISME !**

UNE SEULE SOLUTION : LA REVOLUTION SOCIALISTE ! TOUS AU RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

**ABONNEZ-VOUS
AU
QUOTIDIEN DU PEUPLE
1 AN 300 F**

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....
Abonnement normal : 300 F
Abonnement de soutien : 500 F
Abonnement de soutien : ... F

Mode de versement :
en une fois
en trois fois (échelonné sur trois mois).....



Le Quotidien du Peuple, publication du PCRM
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU BEUIL

ALAIN PRÉVOST

Etienne lui passa une fourchette et s'assit, lui aussi :

— De la montagne, on a vu les avions bombardier Vassieux. Cette fois, je crois que ça va barder !

— Ton père est parti, interrompit Hélène. Il est parti pour Valchevrière.

— Ah ? dit Etienne.

Cela lui coupait ses effets. Lui qui voulait décrire l'avion allemand ! Il regarda la famille : toutes les figures étaient glacées.

— Catillon est parti aussi ? demanda Etienne.

— Et ton père. Cela t'est égal, peut-être ? éclata Hélène. Gêné, Etienne se tut. Il faisait des plans pour aller à Vassieux le lendemain « voir les dégâts ».

Terro avait posé l'enveloppe sur la table. Il attendit que le soldat fût parti pour annoncer :

— Je pars demain matin. Je vais à Die prendre part au défilé du Quatorze Juillet avec les chasseurs de Chabal. Les F. T. P. de la Drôme défilent aussi. Le rendez-vous est à Saint-Agnan.

— Vous revenez ensuite ?

— Non. Je rejoins une section civile.

Emeline serra les dents. Elle pensait : « Il ne faut pas que je fasse comme maman, surtout pas. »

Etienne, lorsqu'il s'éveilla, entendit sa sœur qui pleurait à côté. Il la trouva, les coudes sur la table, l'air un peu folle : ses cheveux, à peine plus longs que ceux d'Etienne, cachaient en partie son visage rayé par deux coulées de larmes. Elle avait lavé sa robe de coton jaune et, pieds nus, décoiffée, brune de peau, elle semblait toute sale dans sa robe claire et propre. Elle entendit son frère et se tourna vers lui :

— Viens, mon Etienne ! Viens consoler ta bête de grande sœur.

Etienne alla se blottir dans ses bras et elle eut une nouvelle crise de larmes :

— Tu peux pas savoir. Cet abruti de Terro, il est parti au lever du soleil, croyant que je ne l'entendrais pas. J'ai eu juste le temps d'enfiler ma robe. Alors, il m'a fait rire. Il savait bien que je pleurerai sans cela. D'abord, il est monté sur ta bicyclette. Comme elle est déjà petite pour toi, tu vois le spectacle. Ce grand nigaud faisait le clown, ses genoux passaient par-dessus le guidon. Et puis, il a laissé ton vélo et il a pris le mien. Il est parti, avec son revolver, assis en amazone sur ce vélo de femme. Je riais comme une folle. Il agita ses pattes et ses bras, tellement qu'il est tombé, juste devant chez Jouclar. C'est seulement quand il a été loin que je me suis vue pleurer au lieu de rire.

Emeline regardait Etienne ; lui cherchait un mot de consolation. Il faillit dire : « ne t'inquiète pas, il reviendra », mais ravala cette phrase pleine de tragiques possibilités.

— Ne pleure plus, Emeline !

Elle redoubla de sanglots.

— Tu l'aimes beaucoup, Terro ?

— Oh oui !

Et cela calma les larmes d'Emeline. Elle sourit même.

— Le diable bat sa femme et marie sa fille ! dit Etienne.

— Pourquoi ?

— Parce que tu ris et tu pleures à la fois, comme le soleil et le mauvais temps.

— Tu verras, toi, quand tu aimeras une fille.

Etienne haussa les épaules. Il verrait... Ce serait sûrement différent de cette histoire avec Laure.

Etienne partit à Saint-Agnan chercher la bicyclette d'Emeline, que Terro y avait laissée. Emeline alluma le feu et prépara le petit déjeuner. En quatre ans de guerre et de pauvreté, elle avait appris à faire le ménage. Elle cassait le petit bois d'un geste précis, juste à la bonne longueur et, le feu allumé, elle ne restait pas dix minutes à souffler sur la flamme : elle se retournait en toute confiance, sûre de trouver, dès qu'elle en aurait besoin, les bûches flambant sous les casseroles. Elle s'affairait, riant et pleurant tour à tour : elle riait en faisant le lit d'Etienne, s'imaginant déjà que c'était celui de Terro, son mari, qu'elle bordait. Puis elle pleurait, hantée par une pensée nouvelle : si Terro mourrait, elle ne savait même pas son nom, son vrai nom. Impossible d'écrire à sa mère, de savoir ce qu'il était, où il vivait, comment il vivait. A peine une chance de retrouver son corps s'il mourait.

(à suivre)

BLOC NOTES SANTÉ

LES PILULES CONTRACEPTIVES

La contraception orale inventée et utilisée depuis 1956 est actuellement la méthode la plus répandue dans le monde.

D'une efficacité remarquable et facile d'emploi, elle est prescrite par de nombreux médecins qui ne cherchent pas le plus souvent les contre-indications à son emploi.

La plupart des marques de pilule sont remboursées par la sécurité sociale, et ne sont délivrées que sur ordonnance. Cette obligation n'est pas le plus souvent accompagnée d'un réel bilan médical et de conseils.

QUELS SONT LES AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DES PILULES FAIBLEMENT DOSÉES EN HORMONES (MINIDRIL... MILLT ANOVLAR ?...)

Mieux tolérées que leurs prédécesseurs, elles provoquent moins de nausées et sont réputées pour « ne pas faire grossir ». Ce n'est pas vrai dans tous les cas. De plus, elles peuvent provoquer des saignements au milieu du cycle souvent pendant les deux premiers mois.

Un autre défaut : la dose de progestérone a été baissée beaucoup plus que la dose d'oestrogène. Or, cette dernière hormone est désignée comme responsable à terme de l'apparition du cancer du sein. Il semblerait que l'emploi de telles pilules doive être pesé et administré uniquement chez les femmes n'ayant aucun trouble hormonal.

De plus, ces « mini-pilules » doivent être régulièrement à heure fixe et l'oubli d'un jour ne peut être compensé par la prise de deux pilules le lendemain.

LA PILULE DU LENDEMAIN : DANS QUEL CAS PEUT-ON L'UTILISER ET COMMENT SE LA PROCURER ?

Une dose très importante est nécessaire pour obtenir une croissance brutale du muscle utérin, puis une diminution brutale par l'arrêt du traitement : cela provoque l'expulsion de l'œuf s'il était formé.

On utilise le plus souvent de l'« ethinyl oestradiol » 500 mg à raison de 4 comprimés par jour pendant 2 jours. Le traitement doit être entrepris avant la 36^e heure qui suit le rapport.

Cette méthode ne peut être qu'exceptionnelle : dans un seul comprimé, la dose est plus de 1 000 fois supérieure à celle des oestrogènes contenus dans la minipilule d'une journée !

Elle reste pour l'instant l'apanage des hôpitaux, beaucoup de femmes ignorent cette possibilité (après un viol par exemple) et comme les pharmaciens ne la délivrent que par ordonnance, le délai est passé une fois les démarches faites. L'idéal serait d'avoir un flacon en réserve. En sachant que son emploi doit rester exceptionnel.

POUR QUELLES RAISONS UN BILAN EST-IL NÉCESSAIRE AVANT DE PRENDRE LA PILULE ?

Des phlébites, des embolies pulmonaires sont survenues chez des jeunes femmes qui avaient au départ un taux élevé de graisses dans le sang (lipides, cholestérol et triglycérides) et prenaient la pilule. Chez les femmes qui ont de telles

anomalies, les risques d'embolie sont de 75% des cas.

Un diabète jusque là passé inaperçu peut être révélé par la pilule de la même façon. De même, une hypertension artérielle peut s'aggraver sous pilule.

QUE DOIT-ON SURVEILLER AVANT ET PENDANT LA PRISE DE PILULE CONTRACEPTIVE ?

On doit exiger du médecin avant toute ordonnance de pilule, puis annuellement, un bilan complet, plus important que le bilan « avant stérilet » :

- une prise de sang, pour déterminer le taux des graisses et des sucres. La pilule est déconseillée aux femmes dont le cholestérol dépasse 2,70g/litre, les triglycérides 1,70g/litre et les lipides 9 grammes par litre.

La glycémie à jeun doit être inférieure à un gramme par litre. Pour déterminer véritablement le risque de diabète, une deuxième prise de sang doit doser le sucre (glycémie) après le repas.

- on vérifie aussi par un frottis, c'est-à-dire un examen des cellules du vagin et du col utérin, l'absence d'infection qui serait favorisée : sous pilule contraceptive, la sécrétion des glandes qui lubrifie le vagin se tarit. Le film qui protège le vagin est plus fin, souvent inexistant, ce qui peut favoriser l'installation de champignons ou mycoses.

Celles-ci guérissent facilement à l'arrêt de la pilule.

- l'examen clinique doit rechercher des contre-indications éventuelles. Des varices, une hypertension artérielle (chez une femme

jeune, une tension supérieure à 15/9), une tendance à l'obésité, la présence de kyste ou d'une glande douloureuse dans un sein sont des contre-indications à la prise de pilule.

Tous ces troubles qui empêchent l'utilisation de la pilule peuvent souvent régresser avec un traitement, la prescription de pilule pourra être envisagée par la suite.

Annuellement, ou plus souvent si un problème survient, (prise de poids excessive par exemple), un nouveau bilan doit être fait.

Moyennant ces précautions, on peut utiliser la pilule pendant quelques années.

LA PILULE EST-ELLE LE MOYEN LE PLUS EFFICACE DE CONTRACEPTION ?

Actuellement, le moyen le plus efficace connu, elle protège un peu mieux que le stérilet (2 à 3% d'efficacité en plus), mais son emploi nécessite une surveillance plus attentive.

Dans certains cas, l'effet est annulé par la prise d'autres médicaments. Les barbituriques, médicaments tranquillisants, antibiotiques, qui sont comme les contraceptifs détruits au niveau du foie peuvent entraîner une destruction accélérée des contraceptifs, rendus ainsi inefficaces.

Lorsqu'on est sous contraception orale, en cas de traitement supplémentaire, il ne faut pas oublier que ce traitement peut annuler l'effet de la pilule, et il faut envisager un autre moyen de protection, notamment les préservatifs masculins.

DOCTEUR QDP

Programme télé

MERCREDI 23 MARS

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure
18 h 35 - Nounours
18 h 40 - L'île aux enfants
19 h 05 - Les lettres volées
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Eh bien... raconte !
20 h 00 - TF 1 actualités
20 h 30 - Lieutenant Karl. Dramatique
21 h 55 - Titre courant
22 h 05 - Dernier théâtre ou camélias souvenirs
23 h 35 - TF 1 actualités

A 2

18 h 35 - Les histoires de l'histoire
18 h 45 - Flash information

18 h 55 - Des chiffres et des lettres

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Flash information

19 h 45 - La tirelire

20 h 00 - Le journal

20 h 30 - Switch. Série policière et humoristique

21 h 30 - Le magazine d'actualité

23 h 00 - Juke boxe

23 h 30 - Les nouvelles

FR 3

18 h 45 - Feu rouge, feu vert

19 h 05 - Une façon de vivre

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Tribune libre. Le mouvement des sociaux libéraux

19 h 55 - FR 3 actualités

20 h 00 - Les jeux de 20 heures

20 h 30 - Avanti. Film américain (comédie de mœurs)

22 h 45 - FR 3 actualités

Energies nouvelles et politique énergétique

L'énergie des marées : UNE RESSOURCE QUE LA FRANCE POSSEDE EN ABONDANCE

Par Henri FABRE

Les puissances énormes mises en jeu lors des mouvements de la mer n'ont pas encore pour l'essentiel pu être domestiquées par l'homme : les courants marins aussi bien que la houle restent pour l'instant en dehors de ce qu'on appelle ressources énergétiques. L'énergie maré-

motrice, par contre, a commencé à être utilisée, avec la construction en France de l'usine de la Rance. En service depuis 1967, elle donne entière satisfaction actuellement. Il pourrait être envisagé d'équiper de la même façon un certain nombre d'autres sites, car ils sont nombreux sur les côtes

de Bretagne et de Normandie.

Mais la politique à courte vue de la bourgeoisie ne permet pas cette mise en valeur, car la rentabilité n'est pas immédiate à cause de la durée des travaux. En atteste l'abandon du projet des Iles Chau-

LES PROGRES DE LA CONSTRUCTION DES TURBINES

Les turbines fonctionnent soit suivant le principe ancien de la roue à aubes, soit suivant celui de l'hélice.

• Les premières (turbines Pelton) équipent les hautes chutes de plus de 400 m

Elles sont formées d'une roue à godets tournant suivant un axe vertical. Celles équipant les chutes de la Bathie (haut bassin de l'Isère) ont un diamètre de 4 m, pèsent 23 tonnes et tournent à 428 tours/minute. Chacune entraîne un alternateur de 83,5 MW.

• Les turbines équipant les chutes moyennes (turbine Francis) :

Ce sont des hélices multipales alimentées par un courant d'eau en spirale obtenu au moyen d'un conduit en colimaçon et rejetant l'eau vers l'axe.

• Les turbines Kaplan, expérimentées pour l'usine marémotrice de la Rance :

Elles sont théoriquement plus simples puisqu'elles sont semblables aux hélices de bateau. Mais le gros problème rencontré est que l'alternateur, placé sur l'arbre de l'hélice, a un diamètre tel qu'il empêchait l'écoulement correct de l'eau. Ce problème a été résolu par un profil approprié de l'alternateur, en forme de bulbe, d'où le nom de «groupe bulbe». La vitesse de ces turbines est basse (88 tours/minute), ce qui est un gage de longévité. De plus, elles sont à pale variable (on peut orienter les pales), ce qui permet un réglage en fonction du débit de l'eau. Elles peuvent être utilisées en pompes. La puissance des «groupes bulbes» est de l'ordre de dix MW. Beaucoup plus récents que les autres turbines, les «groupes bulbes» sont les seuls employés actuellement pour l'équipement des basses chutes. Leur fabrication en série permettrait d'étendre leur utilisation à toutes les petites chutes non encore équipées, et d'envisager qu'ils remplacent les turbines de hautes chutes, car leur rendement est supérieur. Mais cela demanderait certains investissements peu compatibles avec les choix de l'EDF, qui préfère actuellement engager des dépenses importantes pour automatiser la plupart des centrales hydrauliques de façon à réduire le personnel nécessaire au fonctionnement. Par ailleurs, tous les travaux de gros entretien ou de réparation sont effectués par des trusts privés (Alstom, Creusot-Loire, CEM...)

LE PROJET DES ILES CHAUSEY

Unique au monde est le site du Mont St Michel : une marée de 12,4 m en moyenne, l'eau arrivant à la vitesse d'un cheval au galop ; la possibilité de fermer un bassin de 610 km² par une digue de 23,500 km ; une puissance installée pouvant aller jusqu'à 22GW (le programme nucléaire EDF est de 21GW) ; une production annuelle d'électricité de plus de 35 TWh.

Des projets existent depuis plus de 30 ans, et des études très poussées ont été faites, aussi bien sûr les fonds marins que sur les courants, en vue de la réalisation d'une usine. Ces recherches ont eu lieu jusqu'en 1965, date où, en raison d'une baisse du prix du pétrole, la rentabilité des centrales thermiques est devenue tellement supérieure que le projet de centrales marémotrices a été abandonné. Actuellement, EDF mise sur le «tout nucléaire», plus rentable financièrement, et la construction de la centrale des Iles Chauzey demanderait 9 ans environ pendant

lesquels une somme d'argent importante serait bloquée sans aucun profit. Par contre, les problèmes techniques de réalisation qui pouvaient paraître gigantesques, sont maintenant quasiment surmontés.

LA ROUILLE

Déjà rencontré pour l'usine de la Rance, ce problème faisait considérer comme impossible l'utilisation de l'énergie marémotrice. Il existe maintenant des protections durables pour les pièces métalliques : peinture vinyle appliquée avec

des précautions particulières concernant la propreté et le poli des surfaces ; alliages spéciaux (acier au chrome et au nickel ; cupro-aluminium) pour les pales des turbines ; protection cathodique pour toute la visserie.

LA HOULE

Sans gravité dans le cas de l'usine de la Rance qui est relativement protégée, l'influence de la houle sur les groupes bulbes de Chauzey serait beaucoup plus importante : l'amplitude de la houle peut atteindre 5 mètres.

L'effet de la houle se produit par une variation de la pression de l'eau sur les turbines, qui tend soit à accélérer la turbine, soit à la ralentir. Mais l'alternateur, branché sur le réseau, dont la fréquence est constante, doit garder une vitesse constante.

Il se produit des contraintes mécaniques importantes sur les pales de la turbine et sur l'arbre reliant la turbine à l'alternateur, ce qui n'est pas très grave car il suffit de prévoir des pièces assez résistantes. Mais la conséquence la plus grave est que l'alternateur est soumis à des surtensions et à des surintensités qui peuvent provoquer sa destruction. Des protections contre la houle sont donc nécessaires.

LE PROBLEME DE CONSTRUCTION DES DIGUES

Prenons l'exemple du projet EDF de 1955-1956, une digue «morte» de Chauzey à Granville (en viron 13 km) ; une digue équipée de turbines, de

Chauzey à la pointe du Grouin.

Le fond est environ à 20-25 mètres, et est constitué de socles rocheux permettant aisément l'installation de digues, sauf une zone de fissures située à 5,2 km de la pointe du Grouin, que la digue sud-nord devrait traverser. Mais ceci n'a rien d'insurmontable.

Il apparaît, en particulier à partir d'études sur maquettes simulant la marée et les courants, que la digue Chauzey-Granville devrait être réalisée en premier. Elle ne perturberait pratiquement pas la marée. Cette digue peut être construite par exemple suivant une technique récente qui consiste à injecter du sable sous une sorte de bache étendue sur le fond et lestée à ses extrémités. Une telle digue pourrait d'ailleurs être démontée facilement.

C'est la digue Pointe du Grouin-Chauzey, qui pose le plus de problèmes, surtout quand on se rapproche de Chauzey, c'est-à-dire de la fermeture complète du bassin. Pour une brèche de 2 km, le courant atteint 5 mètres/seconde et pour une brèche de 1 km, il atteint 6 mètres/seconde. Cette digue est principalement formée de caissons préfabriqués en béton comportant les équipements hydroélectriques nécessaires : caissons-vannes, caissons-groupes-bulbes. Ces caissons sont liés de façon étanche avec le fond et entre eux.

L'INFLUENCE SUR LA PÊCHE

Deux inconvénients peuvent résulter de la construction d'une usine marémotrice. D'une part, la variation de l'amplitude des marées peut être gênante pour les pêcheurs et les riverains, s'il s'agit d'un assèchement total du bassin ou une augmentation du niveau maximum. Il est par conséquent indispensable d'établir une réglementation sur les conditions de pompage de l'usine. Une telle réglementation existe pour la Rance.

Un autre problème est celui de l'influence des digues sur les courants marins balayant les côtes. Cette question est à débattre avec les pêcheurs de la région.



L'usine de la Rance

La première expérience d'usine marémotrice

Situé dans une zone de forte marée (11 mètres mais relativement bien protégée de la houle, l'usine de la Rance est constituée d'une digue de 700 mètres qui isole un bassin de 22 km², contenant une réserve d'eau de 184 millions de m³. Sous cette digue sont installés 24 «groupes bulbes» de 10 MW, régulièrement répartis sur la longueur de la digue. A l'extrémité est de la digue, un système d'écluses permet la navigation ; à l'extrémité ouest sont disposées des vannes pour un remplissage ou un vidage rapide du bassin.

LE FONCTIONNEMENT DE L'USINE

• A marée haute, le niveau dans le bassin étant supposé égal au niveau de la mer, on ferme toutes les vannes et on oriente les pales des turbines de façon qu'elles empêchent le passage de l'eau.

• A marée descendante, quand le niveau de la mer a suffisamment baissé (quelques mètres au-dessous du niveau du bassin), on oriente les pales de façon

que les turbines soient entraînées par le passage de l'eau. Les alternateurs des groupes bulbes débitent alors de l'électricité sur le réseau. La production d'électricité se poursuit presque jusqu'à marée basse ; quand la différence de niveau n'est plus suffisante, on ouvre les vannes pour accélérer le vidage du bassin.

• A marée montante. On ferme les vannes et on oriente les pales des turbines pour bloquer l'eau. Quand le niveau de la mer a dépassé suffisamment le niveau du bassin à marée basse, on oriente les pales pour permettre le démarrage des groupes bulbes, qui produiront de l'électricité presque jusqu'à marée haute.

Fonctionnant grâce à la différence de niveau entre mer et bassin, l'usine de la Rance a, on le voit, une production discontinue, liée de plus aux caprices de la mer : les heures de marée haute sont d'une part variables suivant un calendrier qui permet de les prévoir, mais d'autre part peuvent avoir des écarts en temps (jusqu'à 20 minutes) et en

amplitude.

Le cycle de la marée est : - 6 heures de marée montante.

- 3/4 heure de marée haute.

- 6 heures de marée descendante.

- 3/4 heure de marée basse.

Soit un total de 13 h 30, ou un total de 27 h pour deux cycles. Ce cycle se décale donc sans arrêt par rapport au cycle de consommation d'électricité qui est de 24 heures, avec une pointe de consommation vers 11 h - 12 h et une autre vers 19 h - 19 h.

L'usine aura un fonctionnement optimum quand la production maximale pourra être obtenue pendant les périodes de forte demande, ce qui n'est évidemment pas toujours le cas. Il pourra arriver que l'usine ait une production nulle au moment d'une pointe de consommation. Il s'agit là du gros défaut de l'usine de la Rance.

UNE AMÉLIORATION DES POSSIBILITÉS : LE POMPAGE

Les groupes bulbes, par

une orientation convenable des pales, peuvent servir de pompes. Cette utilisation peut être avantageuse lorsque, à marée haute ou à marée basse, le niveau dans le bassin est le même que celui de la mer : en pompant à marée haute, on relève le niveau dans le bassin, ce qui permet de recommencer à utiliser l'usine plus tôt à marée descendante. On récupère alors plus d'énergie qu'on en a dépensé pour le pompage.

L'usine de la Rance, première réalisation de ce genre, fonctionne maintenant de façon satisfaisante : les vannes, nombreuses au début, diminuent régulièrement (4,5 % de durée d'indisponibilité en 74 contre 23 % en 68). Elle apparaît même sous-équipée en turbines, pendant la période de vive eau : il aurait été possible d'installer 16 turbines de plus, ce qui aurait augmenté considérablement la puissance. Cette possibilité a été repoussée par EDF suivant des considérations de rentabilité.